



## MÉDIATION AFRICAINE

Denis Sassou N'Guesso a reçu le Haut conseil  
des villes et tribus libyennes

Le Haut conseil des villes et tribus libyennes a salué l'engagement et la disponibilité du président Denis Sassou N'Guesso à poursuivre sa mission

Le chef de l'Etat congolais, président du comité de Haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye, a présidé, le 26 novembre, dans la banlieue de Kintélé, à Brazzaville, la réunion du Haut conseil des villes et tribus de ce pays plongé dans une crise profonde depuis six ans. Dans le communiqué final de la rencontre lu par le ministre d'Etat, Florent Ntsiba, directeur de cabinet du président de la République, la délégation libyenne a dépeint une situation intérieure marquée par l'exploitation sauvage des ressources du pays par des groupes armés et la maltraitance des migrants africains. Des actes qu'elle dit condamner vivement. La délégation a remis un mémorandum au président Denis Sassou N'Guesso, salué son engagement et sa disponibilité à poursuivre sa mission.

Le Haut conseil fonde l'espoir que les initiatives menées par l'UA et l'ONU seront couronnées de succès et rendront à terme sa fierté à la Libye, pays naguère prospère. Le chef de délégation a, pour sa part, mis en cause la responsabilité des puissances étrangères, en particulier la France et le Qatar dans le chaos libyen provoqué, a-t-il souligné, par leur intervention militaire de 2011.

Page 11

## NON RESPECT DE L'ACCORD DE LA SAINT-SYLVESTRE

Les évêques catholiques  
prêts à lancer un mot d'ordre

Tenant compte de la situation dramatique dans laquelle vivent sur fond de crise socio-politique leurs compatriotes dont ils ont la charge, les évêques ont décidé de leur adresser un message d'orientation pastorale assorti des directives claires. C'est ce qui résulte des travaux de la Conférence épiscopale nationale du Congo consacrés à la situation socio-pastorale en RDC marquée par la crise électorale. Ces travaux se sont clôturés le 24 novembre, à Kinshasa.

Pour les évêques qui ont constaté la mauvaise foi dans l'application de l'Accord de la Saint-Sylvestre, leur message d'orientation pastorale n'atteindra son objectif que si les différentes recommandations faites aux uns et aux autres sont suivies.

Page 5



Les évêques catholiques membres de la Cénco

## RÉGIES FINANCIÈRES

Près de 18%  
de moins-value  
globale en 2016

Depuis le second semestre de l'année 2015, la RDC traverse une véritable secousse économique et les effets se font de plus en plus ressentir sur la capacité de mobilisation des recettes publiques. Les statistiques annuelles pour 2016 viennent de confirmer une moins-value de 965 milliards de francs congolais, représentant environ 17,55 %.

Le chiffre rendu public résulte de l'évaluation globale des recettes collectées par les trois régies financières, en l'occurrence la Direction générale des douanes et accises, la Direction générale des impôts et la Direction générale des recettes administratives, domaniales et de participation.

Page 4

## CLASSEMENT-FIFA

## La RDC recule d'une place en novembre



Les Léopards avant le match contre le Burundi à Kinshasa

La RDC occupe la 36e position mondiale et quatrième en Afrique à l'issue de la dernière actualisation du classement de la Fédération internationale de football association (Fifa) rendue publique le 23 novembre. La RDC, jusqu'à positionnée à la 35e place, a régressé d'une case. Le pays garde néanmoins sa quatrième place sur le continent. La Fifa a pris en compte la conclusion des éliminatoires du Mondial 2018 dont la phase éliminatoire est intervenue en octobre dernier.

Les Léopards sont passés à côté d'une qualification en phase finale de la Coupe du monde prévue pour l'été 2018 en Russie, coiffés par les Aigles de Carthage de la Tunisie, premiers, avec juste un petit point d'avance.

Page 5

## ÉDITORIAL

## Preuve

Lentement mais sûrement l'Afrique s'impose comme l'acteur principal du lent et patient processus qui permettra demain aux Libyens de vivre à nouveau dans un pays en paix. Nous en avons eu la preuve, aussi forte qu'indiscutable, hier à Brazzaville lorsque le Haut conseil des villes et tribus libyennes s'est réuni dans la nouvelle salle de conférence du complexe de Kintele.

Si nous ne savons pas, nous journalistes, ce que se sont dit à huis-clos et pendant plus de trois heures les quarante chefs libyens réunis dans ce lieu afin de parler en toute liberté de la crise qui dévaste leur pays, nous avons pris la mesure exacte du problème en écoutant le président du Haut conseil, Ageli Abdulslam Breni, puis notre propre président, Denis Sassou N'Guesso, tracer de façon sommaire mais très claire les contours du débat qui allait s'engager loin des caméras, des radios et des plumes de la presse. Car de ces propos, tenus respectivement d'une voix aussi calme que ferme, sont ressorties deux évidences:

1) Seuls les Libyens parviendront à restaurer la paix dans leur pays en instaurant une gouvernance fondée sur le respect des structures traditionnelles que le Guide libyen, Mouammar Kadhafi, assassiné en 2011, avait su préserver. Mais pour y parvenir, ils devront être soutenus par la communauté africaine tout entière qui s'est engagée dans ce sens en créant le Haut comité que préside le chef de l'Etat congolais. Croire que la paix pourrait venir d'actions conçues et conduites hors du continent est une illusion dangereuse qui ne peut qu'aggraver le mal au lieu de le guérir.

2) Il incombe aux puissances occidentales, qui ont largement contribué à semer le chaos en Libye pour des raisons que l'histoire se chargera sans doute de révéler plus vite qu'on ne le croit, il leur incombe donc de mettre à la disposition des autorités libyennes les moyens matériels permettant de neutraliser les milices, les gangs, les mafias à l'oeuvre sur le terrain. Soutenir l'Union africaine dans la recherche de la paix qu'elle avait entreprise avant même que la guerre civile plonge le pays dans le chaos et qu'elle conduit à nouveau aujourd'hui est un impératif auquel nul ne peut et ne saurait se soustraire.

Ce qui s'est passé hier à Kintele prouve que tout ceci n'a rien d'utopique et relève du simple bon sens.

Les Dépêches de Brazzaville

## UDPS

## Jean-Marc Kabund empêché de voyager

Alors qu'il devrait se rendre à Barcelone en Espagne, où il était attendu au Conseil de l'International socialiste, le secrétaire général du parti de feu Etienne Tshisekedi s'est vu empêché d'embarquer dans son vol par les services commis à l'aéroport international de N'djili.



Jean Marc Kabund

Situation assez rocambolesque que celle qui est arrivée à Jean Marc Kabund, secrétaire général de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) empêché par les services d'immigration commis à l'aéroport international de N'djili de voyager à l'étranger. Alors qu'il devait prendre son vol le 24 novembre, pour se rendre en Espagne afin de participer au Conseil de l'International socialiste dont son parti, l'UDPS, est membre, Jean Marc Kabund a été surpris par la réaction inattendue des agents de la Direction générale de migration qui se sont interposés jusqu'à l'empêcher d'accéder à bord de l'avion. À en

croire des sources proches de son parti, son passeport aurait été saisi et confisqué sans qu'aucune explication ne lui soit fournie.

C'est sur ces entrefaites que ce cadre de l'UDPS a été prié de rebrousser chemin, laissant son précieux document entre les mains des agents de sécurité. Pour l'intéressé, il n'y avait aucun motif de saisir son passeport « qui n'était pas concerné par la mesure de caducité », faisant ainsi référence

au retrait de tous les passeports semi-biométriques décidé dernièrement par les autorités congolaises. À l'UDPS, cette déconvenue est très mal prise. Réagissant quelques heures après cet incident, Félix Tshisekedi l'a qualifié d'une « énième exaction » ne visant, selon lui, que les leaders et les militants de l'opposition. D'après certaines indiscrétions, il appert que le responsable de l'UDPS, dont le parti est cité dans le procès des attaques perpétrées sur Kinshasa entre mai et juin dernier, est astreint à demeurer sur le sol congolais pour des raisons d'enquête. L'UDPS a, par ailleurs, fait état de la disparition pendant la semaine de deux de ses membres, un du cabinet privé de Félix Tshisekedi et l'autre de la Ligue des jeunes, tous deux arrêtés par des forces de sécurité près du siège du parti, dans la commune de Limete. Des allégations relativisées par la police qui a promis d'investiguer à ce sujet.

Alain Diasso

## JUSTICE

## Des présumés auteurs des attaques sur Kinshasa à la barre

Le tribunal militaire de garnison de Kinshasa Gombe a ouvert, le 24 novembre, le procès des présumés miliciens Kamuina Nsapu, auteurs de nombreux attentats dans la capitale.

C'est tambour battant que le procès des présumés membres du mouvement politico-religieux Kamuina Nsapu a débuté, le 24 novembre, à la Cour d'ordre militaire à Kinshasa. Un procès longtemps attendu étant donné que les personnes poursuivies sont tenues responsables des faits criminels ayant ensanglanté la capitale entre mai et juin derniers. Ils étaient au nombre de trente-six, les prévenus qui se sont présentés devant le tribunal accompagnés de leurs avocats. Dans le lot, Ben Tshimanga wa Tshimanga présenté par la police comme le cerveau-moteur de toutes les attaques perpétrées à Kinshasa. On y retrouve aussi

deux policiers ainsi qu'un militant de l'Union pour la démocratie et le progrès social, le nommé Geco Beya. Tous devraient répondre des faits portés à leur charge par l'auditeur militaire.

Il est, en effet, mis sur le dos de ces prévenus l'attaque perpétrée le 17 mai contre l'ex-prison de Makala, dans la commune de Selembao, qui s'est soldée par l'évasion d'au moins quatre mille prisonniers. Il y a aussi l'assaut lancé contre des commissariats de police, le marché central de Kinshasa et deux bureaux de parquet. On se souvient de la psychose qui avait envahi les Kininois pendant cette période. Présentés comme des membres de la branche kinoise de Kamuina Nsapu, ces assaillants ont failli mettre la ville de Kinshasa à feu et à sang à la suite de leurs actes subversifs. Lors de cette première audience, le tribunal militaire de garnison de la Gombe s'est juste limité à la pro-

cedure préliminaire en procédant à l'identification des prévenus et à la vérification de sa saisine. Quinze chefs d'accusations sont mis à charge des prévenus : terrorisme, participation à un mouvement insurrectionnel, association des malfaiteurs, meurtre, coups et blessures volontaires aggravés, évasion des détenus, outrage à sentinelle, détention illégale d'armes de guerre, etc. Il leur est aussi reproché de vouloir instaurer le rituel de Kamuina Nsapu à Kinshasa, partant de l'espace du Kasai dont ils se réclament tous originaires.

Après lecture des faits qui leur sont reprochés et sur une requête des avocats-conseil de la défense sollicitant une remise, la cour a finalement accepté de renvoyer l'audience au 8 décembre prochain.

A.D.

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara

## Secrétaire des rédactions adjoint :

Christian Brice Elion  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,  
Norbert Biembedi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nounou  
Service Société : Parfait Wilfried Dou-niama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila  
Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia  
Service International : Nestor N'Gampou-

la (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula,  
Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

## ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath  
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama,  
Josiane Mambou Loukoula

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Sports : Martin Enyimo  
Relations publiques : Adrienne Londole  
Service commercial : Stella Bope  
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :  
Adrienne Londole  
Chef de service publicité :  
Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama  
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngon

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

iCoordonnateur Général : Rachyld Badila  
Coordonnateur Adjoint du suivi des Services Généraux : Jules César Olebi  
Chef de section électricité et froid : Siméon Ntsayouolo  
Chef de section transport: Jean Bruno Ndokagnia  
Assistante : Sylvia Addhas  
DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)  
Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines :  
Martial Mombongo  
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gues-

so, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émile Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
Tél. : (+242) 05 532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

## Un nouvel entrepôt pour les paysans de Luzumu

**L'ouvrage, un don de Caritas, vient résoudre l'épineux problème de stockage des produits alimentaires dans la zone.**

L'inauguration de l'entrepôt de la Fédération des agriculteurs paysans de Luzumu (Faplu) à Banna (28 Km de la ville de Kasangulu) dans la province du Kongo central. Intervenant à cette occasion, le chargé de Programme de sécurité alimentaire de la Caritas-Développement-Santé (CDS) de Kisantu, Freddy Masakadi, a indiqué: « Cet ouvrage vient résoudre le problème de stockage des produits agricoles et contribuer ainsi à l'amélioration de la sécurité alimentaire qui est notre défi majeur. Il va aussi aider les paysans à stocker les produits agricoles dans de meilleures conditions et les normes requises ».

Cet entrepôt de la Faplu comprend également une salle de réunion et un bureau administratif. Sa construction s'inscrit dans le cadre du Programme quinquennal (2013-2017) d'appui à la sécurité alimentaire

dans les diocèses de Kindu, Kisantu et Kongolo, financé par l'Agence norvégienne de développement international (Norad), à travers la Caritas Norvège.

Ce programme se fonde, a fait savoir Freddy Masakadi, sur huit axes stratégiques, à savoir l'amélioration de la sécurité alimentaire, la restauration de l'environnement, l'amélioration de la commercialisation, la promotion de la bonne gouvernance et de la démocratie dans les milieux paysans, l'amélioration de leurs connaissances en matière du VIH/sida, la promotion du genre dans les milieux paysans, l'amélioration de gestion des conflits dans ces milieux et le renforcement de Caritas dans son leadership pour un plaidoyer dans chaque milieu où elle travaille.

Freddy Masakadi a précisé que c'est dans le cadre de la 3e stratégie d'intervention que s'est faite l'inauguration de cet ouvrage, construit à la demande de la Faplu, avec le partenariat de la Caritas Norvège, sur financement de Norad. Le président



Le nouvel entrepôt de la Faplu

de la Faplu, M.Lutunda, a remercié la Caritas Congo Asbl et son partenaire la Caritas-Développement-Santé de Kisantu pour cet « ouvrage important construit au profit de la population paysanne, pour la relance des activités agricoles de la contrée, base du modernisme pour un développement harmonieux et intégral de la population paysanne qui en est la première bénéficiaire ».

#### La mission de la Faplu

Créée en juin 2016, la Faplu est une organisation de base de second degré ayant pour but d'appuyer les douze comités villageois de développement (CVD), dans le cadre du programme de sécurité alimentaire piloté par la CDS Kisantu, avec l'appui technique de Caritas Congo Asbl. Elle vise à faciliter le regroupement des CVD à réfléchir sur leurs problèmes et à en trouver des solutions appro-

priées ; assurer la commercialisation des produits agricoles à des prix rémunérateurs ; défendre des intérêts des CVD et des communautés dans lesquelles ils évoluent.

Cette organisation paysanne a mené plusieurs activités, notamment la sensibilisation et la mobilisation de la population à adhérer dans les CDV membres ; la distribution des semences de bonne qualité aux CDV et ménages membres; le suivi de proximité des activités agricoles initiées par ses membres.

Dans le domaine commercial, la Faplu motive les regroupements des produits dans les CVD afin d'être rachetés et commercialisés à des prix rémunérateurs. Le bénéfice produit sert à financer les dépenses de fonctionnement et à le redistribuer aux CVD-membres, au prorata des transactions faites. Notons que la cérémonie d'inauguration de l'entrepôt de Luzumu s'est déroulée en présence des autorités politico-administratives, religieuses et coutumières de Kasangulu.

**Aline Nzuzi**

## BASSIN DE LA LUFIRA

## Nouveau site Ramsar

**La reconnaissance de la zone par le Fonds mondial de la nature (WWF) permettra d'assurer une plus grande protection de cette partie importante du Bassin du Congo et sécurisera les communautés et la nature de la ressource en eau.**

Le secrétariat Ramsar a désigné le bassin de la Lufira, en République démocratique du Congo (RDC), comme l'un des plus grands sites Ramsar au monde. A en croire WWF qui a annoncé la nouvelle dans un communiqué du 22 novembre, la création de ce nouveau site Ramsar permettra d'assurer une plus grande protection de cette partie importante du Bassin du Congo et sécurisera cette ressource en eau pour les communautés et la nature.

WWF a également fait savoir que cette désignation intervient à un moment où l'importance de la conservation des zones humides est de plus en plus reconnue en relation avec l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de celui-ci. « Une étude récente a découvert qu'un autre site Ramsar en RDC et les tourbières s'y trouvant étaient l'un des écosystèmes les plus riches en carbone au monde. Des études similaires pour le bassin de la Lufira restent encore à entreprendre », a expliqué l'ONG internationale. « Le WWF est satisfait que cette zone humide extraordinaire soit re-

connue comme une zone d'importance internationale et qu'elle sera désormais protégée dans le cadre de Ramsar », a déclaré le directeur de la conservation au WWF-RDC, Bruno Perodeau. Le renforcement de la protection du bassin de la Lufira, a-t-il dit, est une étape significative vers sa conservation effective et pour le bien être des communautés aussi bien que de la faune importante qui y vit.

#### Des efforts fournis par WWF et ses partenaires

La désignation de ce nouveau site Ramsar, note-t-on, est le résultat d'études conduites par le WWF avec l'appui de l'USAID et de la Coopération allemande. Sous l'autorité de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN), le nouveau site Ramsar est le quatrième en RDC. Ce qui porte, a relevé WWF, la superficie totale des zones humides sous protection dans le pays à un peu moins de douze millions d'hectares.

Le bassin de la Lufira, rappelle le WWF dans son communiqué, est situé dans le sud-est de la RDC à cheval sur les provinces du Haut Katanga, du Haut Lomami et du Lualaba. Il couvre une étendue de 4 470 993 hectares et comprend des rivières, des lacs naturels et artificiels, des chutes d'eau, des étangs, des marais, des plaines inondées et des forêts marécageuses. Il englobe quatre aires protégées dont les Parcs nationaux

des Kundelungu et de l'Upemba ainsi que les Domaines de chasse du Lac Tshangalele et de Lubudi Samwe. La Lufira, qui est la principale rivière alimentant le site, possède plusieurs chutes d'eau dont celle de la Lofol, plus haute chute d'Afrique et deuxième au monde avec 384 m de hauteur. Le bassin de la Lufira alimente le lac Tshangalele qui est le réservoir du barrage hydroélectrique de Mwa-dingusha, situé à 25 km de la ville minière de Likasi. Il joue un rôle important dans l'approvisionnement en eau de toute la région.

#### Une biodiversité riche et unique

Parlant des zones humides, le WWF a noté que ces dernières sont les écosystèmes les plus diversifiés sur terre et agissent comme des éponges géantes qui absorbent les pluies et les libèrent progressivement. La riche faune du bassin de la Lufira comprend seize espèces endémiques d'oiseaux, quinze espèces endémiques de reptiles dont trois aquatiques, des grands et moyens mammifères dont le zèbre, l'antilope rouanne, l'antilope sable et le rare Lechwe de l'Upemba, une espèce d'antilope que l'on retrouve uniquement dans le Parc national de l'Upemba. Assurer l'avenir de ces espèces en danger en réduisant les impacts humains négatifs et maintenir l'intégrité de ces habitats de zones humides sont d'une importance cruciale. « Le



Le bassin de la Lufira/photo Elise Queslin

Bassin du Congo est une priorité de conservation mondiale et il est maintenu vivant par ses nombreux cours d'eau et zones humides », a déclaré Bruno Perodeau.

Le directeur de la conservation au WWF-RDC a, par ailleurs, promis que cette ONG internationale continuera à travailler avec le gouvernement et les communautés pour de meilleurs plans de gestion et ce, particulièrement à la lumière de la menace du changement climatique. « Avec l'appui de nos principaux partenaires financiers (USAID, UE, KfW...), une meilleure gestion devra aider à assurer le maintien des services écosystémiques que le site fournit déjà et à garantir qu'il demeure résilient face aux changements environnementaux imprévisibles », a-t-il indiqué.

Il est également rappelé qu'en juin dernier, le secrétariat Ramsar a enregistré comme site Ramsar unifié le complexe transfrontalier Lac Télé-Grands affluents-Lac Tumba, couvrant les sites Grands affluents et Lac Télé/Likouala-aux-herbes, en République du Congo, et Ngiri-Tumba-Maïndombe en RDC,

après un processus initié par les deux pays avec l'appui du WWF. Avant cette unification, le site Ngiri-Tumba-Maïndombe était déjà le plus grand site Ramsar au monde. Ce site unifié abrite la plus grande tourbière en zone tropicale humide, qui stocke trente milliards de tonnes de carbone, lui faisant jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre le changement climatique.

La Convention de Ramsar, officiellement Convention relative aux zones humides d'importance internationale avec particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau, aussi couramment appelée convention sur les zones humides, explique Wikipedia, est un traité international adopté le 2 février 1971 pour la conservation et l'utilisation durable des zones humides, qui vise à enrayer leur dégradation ou disparition, aujourd'hui et demain, en reconnaissant leurs fonctions écologiques ainsi que leur valeur économique, culturelle, scientifique et récréative.

**Lucien Dianzenza**

## LUTTE CONTRE LE SIDA

## Journées portes ouvertes sur la maladie, le 1<sup>er</sup> décembre

L'activité prévue à Kinshasa, dans la commune de Kasa-Vubu, donnera lieu à des séances de dépistage volontaire, de distribution des préservatifs masculins et féminins. Un documentaire sur la pandémie sera également projeté à cette occasion.

Le 1<sup>er</sup> décembre de chaque année est consacré à la journée mondiale de lutte contre le sida. L'occasion pour les Etats de faire le bilan de la lutte contre cette maladie, en accentuant le plaidoyer auprès des décideurs pour la mise en œuvre des stratégies permettant de réduire sa propagation. C'est également l'occasion de sensibiliser la communauté à l'appropriation de la lutte pour l'adoption des attitudes à moindre risque afin d'empêcher la transmission de la maladie.

En République démocratique du Congo, cette journée, la 23<sup>e</sup> du genre, sera célébrée sur le thème national : « Tous ensemble pour le dépistage au VIH-sida, au traitement anti rétroviral et à l'accès à la charge virale sans discrimination d'ici à 2020 ».

Pour marquer d'une pierre blanche cet événement, le Programme national multisectoriel de lutte contre le sida (PNMLS) organisera une exposition à son siège, dans la commune de Kasa-vubu. Au programme, la pose des stands d'informations, des séances de dépistage volontaire, de distribution des préservatifs

masculins et féminins. Il est aussi prévu la diffusion d'un film documentaire sur le VIH/sida et l'adhésion aux antirétroviraux. Le PNMLS va ainsi profiter de cette journée pour donner à la communauté des informations nécessaires en vue de renverser la tendance de ce fléau qui est une véritable menace pour le pays, car les défis sont énormes, notamment en ce qui concerne le dépistage et l'accès au traitement.

Selon un rapport de l'Organisation mondiale de la santé, publié l'année dernière sur la situation du sida dans le monde, l'insuffisance du nombre de diagnostics du VIH dresse un obstacle majeur à la mise en œuvre de la recommandation de cette institution mondiale qui préconise de proposer le traitement antirétroviral à toute personne séropositive. Le rapport indique que plus de dix-huit millions de séropositifs sont actuellement sous traitement antirétroviral et qu'un nombre équivalent ne peut toujours pas avoir accès au traitement, une majorité d'entre eux ignorant leur statut au sujet du VIH.

Aujourd'hui, 40% des personnes porteuses du VIH, soit plus de quatorze millions, ne connaissent pas leur statut. Nombre d'entre elles sont exposées à un risque élevé d'infection par le VIH et se heurtent souvent à des difficultés pour accéder aux services de dépistage existants.

Aline Nzuzi

## KONGO CENTRAL

## Plus de quatre milliards d'investissements entre 2014 et 2017

Le dernier projet en date dans la province est la construction d'un quai de dépôt et de stockage des produits pétroliers d'une surface de 8 810 m<sup>2</sup>, avec un laboratoire d'analyse, un système d'incendie et six citernes de 6 000 m<sup>3</sup> chacune.

À l'issue d'une cérémonie assez sobre, l'ex Bas-Congo a mis en service officiellement son nouveau terminal équipé d'un système informatique ultra moderne. En quatre ans, ont rappelé les autorités provinciales, il y a eu plus de quatre milliards de dollars américains d'investissements. L'intérêt porté sur la plus petite province du pays se justifie, notamment, par sa double vocation nationale et internationale.

Il est inutile de rappeler que la seule porte d'entrée et de sortie du pays à l'international se trouve dans le Kongo central. Il s'agit d'une façade maritime d'une trentaine de kilomètres sur laquelle le pays espère construire son plus grand port. Actuellement, le Kongo central dispose de deux plus grands ports fluviaux fonctionnels du pays. Au-delà des activités douanières et pétrolières qui justifient sa position à la troisième place des provinces les plus riches du pays, le Kongo central dispose d'un sous-sol qui renferme d'immenses richesses dont la bauxite, le phosphate, le diamant, l'or, le cuivre, le zinc, le calcaire et le vanadium.

Laurent Essolomwa

## RÉGIES FINANCIÈRES

## Près de 18% de moins-value globale en 2016

Depuis le second semestre de l'année 2015, la République démocratique du Congo traverse une véritable secousse économique et les effets se font de plus en plus ressentir sur la capacité de mobilisation des recettes publiques. Les statistiques annuelles pour 2016 viennent de confirmer une moins-value de 965 milliards de francs congolais, représentant environ 17,55 %.

Le chiffre rendu public résulte de l'évaluation globale des recettes collectées par les trois régies financières, en l'occurrence la Direction générale des douanes et accises, la Direction générale des impôts (DGI) et la Direction générale des recettes administratives, domaniales et de participation. Dans un rapport complet, l'Observatoire de la dépense publique a réalisé

une analyse globale de l'exécution de la loi des finances rectificative 2016 en pointant un doigt accusateur vers les politiques publiques hasardeuses.

Selon cette structure, il est clair que « l'octroi irrationnel des exonérations » est l'une des explications à la contreperformance dans la mobilisation du budget de l'État. Dans l'ensemble, les trois régies financières ont mobilisé 4 532 milliards de francs congolais sur des assignations de 5 497 milliards, soit un taux de réalisation excédant à peine les 80 %. Si la conjoncture économique reste très difficile, certaines régies financières comme la DGI ont reconnu l'impact négatif du volume élevé des exonérations.

Pour nombre d'experts contactés par notre rédaction, le système fiscal congolais accuse

présentement de nombreuses faiblesses. Certaines incitations fiscales ne s'inscrivent pas dans le cadre d'une politique bien définie. Autre aspect négatif soulevé, un certain nombre de régimes fiscaux d'exception se fait par la voie réglementaire, sans une législation appropriée. À cela, il faut ajouter la multiplicité des textes prévoyant des incitations fiscales. Pire, les régies censées faire appliquer ces incitations ne participent même pas à l'élaboration des textes. Certains analystes vont plus loin en accusant les autorités de complaisance. En effet, selon eux, il n'existe pas de mécanisme de contrôle des avantages accordés et de leur impact réel sur l'économie. Par essence, une exonération vise toujours à encourager des secteurs ou des activités. Nous y reviendrons.

L.E.

## FOOTBALL-TRANSFERT

## Youssef Mulumbu signe à Kilmarnock jusqu'en juin 2018

Le milieu international congolais, le trentenaire Youssef Mulumbu, vient de signer un bail de six mois avec le club écossais de Kilmarnock, information confirmée depuis le 22 novembre sur le site web officiel du club. Le montant du transfert n'a toutefois pas été mentionné.

Sans club depuis la fin de son contrat en été dernier à Norwich (Championship D2 anglaise). Il avait donc hâte de retrouver le terrain après plusieurs mois. Il ne jouait déjà plus régulièrement à Norwich n'étant pas dans les plans du coach. Il n'a fait que 24 apparitions avec Norwich en deux saisons. Il était rentré à Paris en France et s'est entraîné seul pendant des mois, attendant une opportunité de retrouver un club, alors que quelques offres ne se concrétisaient pas. Il était régulièrement en contact téléphonique avec son ami et ancien coéquipier à West Bromwich Albion, Victor Anichebe qui joue en Chine. Cela lui a permis de rester fort dans son esprit jusqu'à ce qu'il ait une conversation avec



Youssef signe Mulumbu à Kilmarnock en Écosse

Steve Clark, son ancien coach chez les Baggies. « Ce fut très difficile pour moi. Quand mon contrat est arrivé à terme avec Norwich, j'ai vraiment cru que j'allais rapidement trouver une offre ailleurs. Je suis resté dans mon salon chaque jour attendant des appels, j'appelais mon agent, mais je n'ai pas eu de

verront jouer », confie à www.dailyrecord.co.uk l'ancien capitaine des Léopards de la RDC, sélection avec laquelle il n'a plus joué depuis plus d'une année.

Lorsqu'il a eu la chance de parler avec son ancien coach Steve Clark, il l'a saisi, et celui-ci lui a tout de suite donné sa chance, lui qui l'appelait son « fils » à West Bromwich Albion. « Les gens ont été surpris de me voir signer ici, mais je ne pense pas qu'ils connaissent l'importance pour moi d'être parmi mes coéquipiers de s'entraîner chaque jour; c'était très important pour moi et j'ai hâte de jouer chaque week-end et montrer aux fans de Kilmarnock qui est Youssef Mulumbu », dit-il, lui qui soutient qu'il faut garder de bonnes relations avec des managers, car certains coaches ont des différentes philosophies de jeu qu'il faut respecter. « J'étais à West Brom lorsque Tony Pulis était arrivé et je n'étais pas son type de joueur; et je suis resté six mois à la touche ».

Mulumbu a disputé quelque 200

matches avec West Bromwich, et sous la direction de Steve Clark pendant 18 mois, jusqu'à terminer huitième en Premier League, le meilleur classement du club en Premier League. C'est en décembre 2013 qu'il a quitté le club, car le courant ne passait plus. Le milieu congolais va donc faire de son mieux pour rendre la confiance que Steve Clark a placée en lui. Le médaillé de bronze avec la RDC à la Coupe d'Afrique des nations 2015 en Guinée Équatoriale va donc découvrir le football écossais, lui qui a été formé au Paris-Saint-Germain, avant de passer par Amiens (L2 en France) et surtout à West Bromwich Albion en Angleterre. Son passage à Norwich a été très difficile, avec son coéquipier en sélection Dieumerci Mbokani qui est retourné au Dynamo Kiev après un autre prêt rude à Hull City en Angleterre.

Mulumbu signe donc à Kilmarnock jusqu'en juin 2018.

Martin Engimo

## CLASSEMENT-FIFA

# La RDC recule d'une place en novembre

**Le pays occupe la 36e position mondiale et la 4e en Afrique, à l'issue de la dernière actualisation du classement de l'instance internationale de football rendu public le 23 novembre.**

De la 35e à la 36e position mondiale, la RDC a régressé d'une case au classement-Fifa (Fédération internationale de football association) du mois de novembre. Elle garde, cependant, sa quatrième place sur le continent selon la dernière actualisation de ce classement publié le 23 novembre, à Zurich, en Suisse où se trouve le siège de l'instance mondiale du ballon rond. Les Léopards sont passés à côté d'une qualification en phase finale de la Coupe du monde prévue pour l'été 2018 en Russie, coiffés par les Aigles de Carthage de la Tunisie, premiers avec juste un petit point d'avance. En effet, la Fifa a pris en consi-

dération la conclusion des éliminatoires du Mondial pour établir son classement du mois de novembre alors que la fin de la phase éliminatoire du tournoi mondial est intervenue en octobre. Les Léopards de Florent Ibenge avaient longtemps été premiers de leur groupe A, avant de s'incliner in extremis à Tunis face aux Aigles de Carthage (2-1), et louper la victoire à domicile au stade des Martyrs (2-2). Après cet « échec », les Léopards ont maintenant les yeux rivés sur la qualification pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations au Cameroun en 2019. La RDC partage son groupe avec le Congo Brazzaville, le Libéria et Zimbabwe. Après la victoire contre le Congo Brazzaville (3-1) en première journée, la RDC jouera contre le Libéria à Monrovia, le 7 septembre 2018. Qualifié pour la Coupe du monde, le Sénégal se retrouve à la 23e place mondiale, occu-



Les Léopards avant le match contre le Burundi à Kinshasa

pant de ce fait la pole position en Afrique, devant la Tunisie qui prend la 27e loge dans le monde. L'Égypte, également qualifiée comme les deux premiers, a perdu une place pour

se retrouver 31e nation au classement Fifa et troisième sur le continent.

Le Top 5 mondial pour le mois de novembre est composé de l'Allemagne, du Brésil, du Por-

tugal, de l'Argentine et de la Belgique, tous qualifiés naturellement pour le rendez-vous de la Russie. Ils conservent leurs positions du mois d'octobre.

**Martin Enyimo**

## NON-RESPECT DE L'ACCORD DE LA SAINT-SYLVESTRE

## Les évêques catholiques prêts à lancer un mot d'ordre

**Tenant compte de la situation dramatique dans laquelle vivent leurs compatriotes sur fond de crise sociopolitique, les prélats ont décidé d'adresser au peuple dont ils ont la charge un message d'orientation pastorale assorti des directives claires.**

Débutés le 22 novembre, les travaux de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Céncó) sur la situation socio-pastorale du pays marquée par la crise électorale qui perdure se sont clôturés, le 24 novembre, au Centre Caritas à Kinshasa. Des travaux d'une extrême importance qui ont permis aux évêques de décortiquer la crise politique qui prévaut dans le pays, tout en scrutant des pistes de solution. Mais là où d'aucuns attendaient les hommes de Dieu, c'était sur le calendrier électoral publié le 5 novembre par la Céni dont le point d'orgue demeure le report des élections en décembre 2018. Là-dessus, beaucoup sont restés sur leur soif, étant entendu que la Céncó n'a pipé mot sur cette matière. Les évêques ont manifestement évité de se prononcer clairement sur ce calendrier qui est loin de rencontrer leur assentiment, eux qui continuent de plaider pour une application sans faille de l'accord de la Saint-Sylvestre, émanation des assises du Centre interdiocésain qu'ils avaient pilotées comme facilitateurs. À ce sujet, les évêques catholiques ont, après examen, conclu à la mauvaise foi des parties prenantes et particulièrement du gouvernement dans l'application dudit accord qui prévoit

la tenue des élections d'ici à décembre 2017. Ils se sont réservés de donner, à ce stade, une quelconque piste de solution, préférant « confier à l'intercession de la Très sainte vierge Marie, reine de la paix, le processus électoral en cours » pour lequel ils se sont investis.

Promesse a été faite de lancer prochainement, à l'endroit du peuple congolais, un mot d'ordre à travers un message d'orientation. Dans ce message, il est clair que le clergé catholique va donner des directives aux Congolais quant à la manière d'agir et d'influer positivement sur le processus électoral en cours. Pour les évêques, leur message d'orientation pastorale n'atteindra son objectif que si les différentes recommandations faites aux uns et aux autres sont suivies. « Ce qui intéresse vraiment les évêques, c'est vaincre la mauvaise foi constatée dans la mise en œuvre de l'Accord », a indiqué une source proche de la Céncó. Enfin, il est à noter que ces travaux de la Céncó sont intervenus dans la foulée du message du pape François, rendu public, le 23 novembre, en rapport avec la situation au Sud-Soudan et en RDC. « Nous voulons jeter des semences de paix dans la terre du Soudan du Sud et de la République démocratique du Congo, et en toute terre blessée par la guerre (...) Que le Seigneur ressuscité abatte les murs de l'inimitié qu'aujourd'hui partagent les frères, spécialement au Soudan du Sud et en République démocratique du Congo », avait déclaré le pape.

**Alain Diasso**

## LINAFOOT/ZONE OUEST

## Victoire à l'arraché de RCK sur FC MK

**Le Racing Club de Kinshasa (RCK) a fini vainqueur de son opposition avec le FC MK, le 23 novembre, au stade Tata-Raphaël-de-la-Kethule-de-Ryhove, en match de la deuxième journée de la zone de développement ouest du championnat national de football qui est en sa 23e édition. Les deux équipes ont débuté la compétition par des défaites et se devaient de se relancer. C'est finalement le RCK qui s'en est sorti avec une victoire à l'arraché de trois buts à deux.**

Sefu Ngongo a pourtant ouvert la marque pour le FC MK à la 17e mn. Ntumba Libanza a égalisé à la 46e mn pour l'équipe coachée par Kiki Makengele, ancien milieu de terrain de V.Club à l'époque du feu coach Bibey Mutombo Kalambayi, aujourd'hui converti en

entraîneur. Ayant une emprise sur le match avec de la fluidité, le RCK a doublé la mise à la 52e mn par Mbala Ngoma. Mais les poulains du coach Bertin Maku Kisamba ont sonné une petite révolte pour revenir au score à la 70e. A la fin, c'est Hériss Sembo qui a inscrit le but de la victoire du RCK à la 80e mn. Selon le programme, le RCK devrait s'opposer, le 26 novembre, en troisième journée dans cette zone ouest, à l'AC Rangers récemment battu par le FC Renaissance du Congo par zéro but à deux. Et le FC MK devrait affronter, ce 25 novembre, en quatrième journée, l'AS Dragons/Bilima car le match de la troisième journée contre Shark XI FC ne se jouera pas, ce dernier s'étant retiré du championnat national de football.

**M.E.**

## DIVISION 1/ZONE CENTRE SUD

## Lubumbashi Sport étrille Océan Pacifique

La phase des poules de la 23e édition du championnat se poursuit normalement depuis le coup d'envoi donné par la Ligue nationale de football. Le 22 novembre, au stade Frédéric-Kibassa-Maliba de Lubumbashi, la formation locale du FC Lubumbashi Sport a écrasé le FC Océan Pacifique de Mbuji-Mayi par quatre buts à un, en match de la deuxième journée de la zone de développement centre sud. Arrivés de Mbuji-Mayi le jour du match, les joueurs d'Océan Pacifique n'ont tenu que pendant 17 mn, avant d'encaisser le premier but des Kamikazes lushois par le biais de Koji Tshitongola. Asphyxié dans le jeu, Océan va concéder le deuxième but de Lubumbashi Sport à la 27e mn, une réalisation de Tshibala Mbaya. Mwamba Nzambi a corsé l'addition à la 55e mn pour le troisième but, avant le quatrième de Banze Twite à la 67e mn. C'est à la 85e mn qu'Océan Pacifique a sauvé l'honneur par Elsele qui a tiré profit d'une remise hasardeuse du gardien de but des Kamikazes à un défenseur.

**M.E.**



ORGANISATEURS



PARTENAIRE



# 2<sup>ème</sup> Edition

## CONCOURS DE PRÉSENTATION DE PLANS D'AFFAIRES POUR START-UPS

30 Novembre 2017 à 16H  
au Radisson Blu M'BAMOU PALACE  
de Brazzaville



SPONSORS



PARTENAIRES MEDIA



XIA HUANG

## « Le forum de Marrakech tombe à un bon moment pour les pays africains de montrer aux investisseurs chinois les secteurs intéressants »

L'ambassadeur de la République populaire de Chine en République du Congo évoque, dans cette entrevue exclusive aux Dépêches de Brazzaville, les enjeux du forum Chine-Afrique sur les investissements qui se tiendra à Marrakech, au Maroc, du 28 au 29 novembre. Il aborde également l'appui de son pays à l'Afrique en général et au Congo en particulier dans la perspective du développement économique.

**Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.): Un forum Chine-Afrique sur les investissements se tiendra du 28 au 29 novembre à Marrakech, au Maroc. Qu'attend la Chine de l'Afrique en matière d'investissements ?**

**Xia Huang (X.H.) :** La Chine est un pays qui croit fermement à la solidarité sud-sud. Elle pense que son développement doit jouer un effet d'entraînement en faveur des autres pays en voie de développement, notamment ceux de l'Afrique. C'est pour cette raison que la Chine défend l'approche de coopération gagnant-gagnant.

Depuis la proclamation de la République populaire de Chine en 1949 et l'accession dans les années 1960 à la souveraineté nationale par les pays africains, l'Etat chinois a mis au point des politiques d'aide et de coopération au profit du monde en développement, notamment l'Afrique. Dans ce cadre, nous avons mis en place beaucoup d'outils d'aide publique au développement. Pour le cas du Congo, c'est un pays ami de la Chine qui a bénéficié de tous ces outils : l'aide sans contrepartie, les prêts concessionnels, etc.

Mais, à notre avis, c'est seulement un pied. Si on veut aider les pays africains à s'engager résolument dans un processus d'industrialisation et de développement, on doit compter sur les différents outils d'aide publique au développement. Un autre pied est indispensable, notamment les investissements publics et privés. C'est pour cela que l'Etat chinois travaille en étroite collaboration avec les différents pays concernés avec les cycles de formation, beaucoup de mécanismes de coopération pour les aider à mettre en place, par exemple, un dispositif juridique et réglementaire susceptible d'encourager et d'intéresser les investisseurs. Ce, pour qu'il y ait, dans chaque pays africain, un cadre suffisamment attractif aux investisseurs. Pour cette raison, nous travaillons ici en étroite collaboration avec l'Etat congolais afin de mettre en place une loi sur les zones économiques spéciales à partir de notre propre expérience mais en l'adaptant aux réalités congolaises.

Nous avons donné des conseils à l'Etat congolais sur les services administratifs, le dispositif fiscal et douanier pour faciliter l'arrivée des investisseurs, car nous croyons à l'utilité des investissements pour accompagner les différents outils d'aide publique au développement. Dans ce cadre, je pense que le forum de Marrakech sera une occasion importante pour les pays africains de rencontrer les investisseurs chinois déjà présents sur le continent et d'intéresser d'autres potentiels investisseurs.

Le Congo a déjà bénéficié de cet élan. Nous pouvons citer le cas du projet portant sur le champ pétrolier de Banga Kayo où une entreprise chinoise a déjà investi plus de 400 millions de dollars américains. C'est un projet qui se trouve en phase d'exploitation. On peut dire que si d'autres investisseurs chinois peuvent emboîter le pas, le secteur pétrolier aura une nouvelle physionomie. En croyant à cette approche de coopération gagnant-gagnant, que ce soit du côté de l'Etat congolais ou de son entreprise publique, la Société nationale des pétroles du Congo, ce serait des approches de développement et d'exploitation tout à fait nouvelles.

**L.D.B.: Peut-on savoir le volume actuel des investissements de la Chine en Afrique ?**

**X.H. :** J'ai des chiffres qui datent de la fin de 2016. Les entreprises publiques et privées chinoises ont investi 2,4 milliards de dollars courant l'année dernière en Afrique. A la fin de 2016, le stock des investissements chinois sur le continent s'élevait à 39,9 milliards de dollars. Aujourd'hui, dans cinquante-deux pays africains, les investisseurs chinois ont créé 3254 entreprises.

En 2015, les investissements directs chinois ont chuté sur le continent africain de 19,4% alors qu'ils s'élevaient, en 2016, à 196 milliards de dollars, soit une augmentation de 34,7%. Tandis qu'à l'échelle mondiale, les idéaux ont accusé un recul de 2%. Avec ces chiffres, on peut voir que nous avons accusé un retard en termes d'introduction des investissements directs chinois en 2016. En effet, depuis 2015, le continent africain a été frappé par la chute brutale des prix des matières premières, surtout du pétrole. Aujourd'hui, on voit des signes encourageants de redressement. Je pense que le forum de Marrakech tombe à un bon moment. Il est temps pour les pays africains de dire et de montrer aux investisseurs chinois les secteurs intéressants.

Au Congo, il y a un projet pétrolier et un autre sur le cuivre dans le département de la Bouenza avec une capacité de production de 15 000 tonnes et un chiffre d'affaires de 80 millions de dollars (plus de 40 milliards de francs CFA). L'Etat congolais s'est lancé résolument dans la voie de la diversification de l'économie. Déjà, ce que la Chine souhaite, c'est d'accompagner le Congo, de faire en sorte qu'il y ait plus de pas en avant. Au lieu d'extraire les minerais, de les acheminer en Chine, China road, un groupe public chinois, a décidé de construire une usine de traitement pour transformer ces minerais en cuivre. Sur cette base, pourquoi ne pas faire venir d'autres investisseurs pour produire des câbles ici, d'autres matériaux qui répondent aux besoins de ce pays et de la sous-région? C'est à partir de cela que prendront les prémices de l'industrialisation.

Il y a aussi un autre investisseur chinois qui a loué des dizaines d'hectares de terre pour cultiver l'acajou dans la Bouenza, dans l'objectif d'en transformer en produits finis et exporter sur le marché international. Toutes ces actions sont à encourager. Je vous encourage d'être présents au forum de Marrakech pour se rapprocher des investisseurs chinois.

**L.D.B.: La Chine appuie le Congo dans la mise en œuvre du projet de la zone économique spéciale de Pointe-Noire. Pensez-vous que 2018 connaîtra la concrétisation de ce projet ?**

**X.H. :** La zone économique spéciale est un projet d'importance majeure dans nos démarches de coopération avec le Congo. Mais, la création d'une zone économique spéciale ne pourra jamais se réaliser du jour au lendemain d'un coup de baguette magique. Il faut viabiliser le terrain, faire un bon plan, construire les infrastructures pour que les investisseurs puissent venir pour travailler et faire fonctionner leurs unités de production. Et, tout ce travail prendra



du temps. Donc, il faut qu'à travers la presse et notre travail commun, le grand public comprenne ce que c'est une zone économique spéciale, un parc industriel. Cela ne tombera pas du ciel, c'est un long processus. Mieux le travail est fait, mieux l'effet d'entraînement sera fort. Ce n'est pas seulement en délimitant le périmètre d'une zone que demain les investisseurs arriveront. Il y a tout un tas de travail à accomplir. Il faut former les gens et tout cela repose sur un travail de longue haleine. Mais, il faut essayer de comprendre, d'expliquer, même ici pour réaliser une briqueterie, il y a un cycle de lancement des activités, de préparation du marché.

Dans le cas de la Chine, quand elle a décidé de mettre en œuvre une politique de réformes et d'ouverture sur l'extérieur en 1979, nous avons délimité quatre zones économiques spéciales. Pendant cette année, la ville de Shenzhen était un village de pêcheurs qui comptait quelque centaines de foyers, 4000 pêcheurs. C'est au bout de plus de trente ans que Shenzhen est devenue un poumon économique dans le sud de la Chine, dynamique et abrite plus de onze millions d'habitants. C'est un long processus mais, il faut avoir le courage de faire le premier pas. Il faut être ambitieux, pragmatique et ne pas décourager les gens. Il est temps pour nous de retrousser les manches et de passer à l'action, de travailler durement.

**L.D.B.: Depuis quelques années, le président chinois, Xi Jinping, a lancé l'initiative de la route de la soie. En quoi consiste-t-elle ?**

**X.H. :** C'est un plan de développement, parce qu'il y a l'ancienne route de la soie, une route terrestre qui commence à l'est de la Chine, traverse vers l'ouest et une partie de l'Asie pour arriver en Europe. Les premières traces des activités fondées sur la soie en Asie occidentale étaient le fruit de l'ancienne route de la soie. Les premiers articles de porcelaine d'origine chinoise sont arrivés d'abord par la route terrestre et ensuite il y a eu une voie maritime débutant à la partie sud côtière de la Chine pour déboucher sur la Grèce, l'Italie. Aujourd'hui, nous avons l'intention de partager avec tous les pays, non pas seulement ceux se trouvant le long de cette voie maritime ou de cette route. C'est une approche de partage des acquis de notre développement avec les pays qui montrent de l'intérêt de coopérer avec nous. Nous avons beaucoup d'activités industrielles à délocaliser, ce sont des activités performantes qui donnent des produits de

pointe. Nous sommes prêts, aujourd'hui, à investir dans ces pays pour partager avec eux nos acquis de développement. Cela s'inscrit toujours dans cette approche de coopération gagnant-gagnant.

**L.D.B.: La Chine est le partenaire économique le plus important de l'Afrique. Comment envisage-t-elle d'aider les pays africains à améliorer leur croissance économique ?**

**X.H. :** Le forum sur la coopération sino-africaine, tenu en 2015, à Johannesburg en Afrique du Sud, avait arrêté des mesures claires. L'industrialisation et la modernisation de l'agriculture figurent parmi celles-ci. En même temps, il faut avouer que les premiers pas ne seront jamais faciles. Quand la Chine s'est lancée sur la politique de réformes et d'ouverture sur l'extérieur, au début, c'était un élan d'amélioration de la croissance très timide. Donc, il faut garder le sang-froid, avoir une capacité de résistance, il faut être patient. C'est au bout de quelques années, d'une ou des décennies d'endurance que nous verrons les résultats plus encourageants. Ceux qui vont réussir seront toujours les pays qui arriveront à garder cette endurance. Les Chinois ont beaucoup travaillé pour préparer la proclamation de la République populaire de Chine. Ils ont beaucoup fait pour préparer la réforme et l'ouverture sur l'extérieur. Ils ont encore beaucoup éprouvé pour recueillir les premiers acquis de cette politique. Tout cela n'est pas tombé du ciel mais repose sur un travail dur.

**L.D.B.: Quelles sont, selon vous, les réalisations majeures de la Chine au Congo ?**

**X.H. :** Parmi les projets les plus importants, je pense d'abord à l'éducation, parce que sans former les jeunes, nous ne parviendrons pas à un bel avenir. C'est pour cette raison que nous avons construit des écoles au Congo. Nous avons beaucoup investi à travers des dons à l'université Marien-Ngouabi avec la construction d'une bibliothèque, d'un centre administratif. C'est toujours pour cette raison que nous accordons chaque année un nombre de bourses important aux jeunes congolais. Chaque année, dans le cadre du forum sur la coopération Chine-Afrique, nous envoyons des centaines de Congolais en Chine suivre des cycles de formation et d'échanges sur tous les secteurs. Si l'année dernière, nous avons accueilli en Chine plus de deux cents agents congolais, l'année 2017 battra le record car à ce jour, plus de quatre cent-cinquante cadres du pays s'y sont déjà rendus pour des ateliers,

des symposiums, etc. Dans le cadre de la zone économique spéciale de Pointe-Noire, nous avons accueilli des jeunes congolais pour un cycle de formation de trois mois. Tout cela participe de nos efforts pour préparer l'avenir de ce pays. Parlons de la santé. Sans un tissu sanitaire solide, comment faire évoluer un pays ? Pour cette raison, nous avons construit des hôpitaux ici et envoyons tous les deux ans une mission médicale chinoise à l'hôpital de Mfilou, à Brazzaville, et à celui de Loandjili, à Pointe-Noire. C'est dans la même optique que nous avons dépêché ici un navire hôpital pour accompagner le Congo.

Nous avons beaucoup construit ici ; certaines constructions datent des années 1970 et 1980. Le bâtiment qui héberge aujourd'hui les deux chambres du Parlement congolais est un exemple parmi tant d'autres. Nous sommes actuellement en train de construire un bâtiment emblématique qui permettra aux membres de l'Assemblée nationale et du Sénat de travailler dans des conditions plus favorables. Tout cela fait partie de nos efforts. Je pense aussi aux projets d'infrastructures: la route reliant Pointe-Noire à Brazzaville. Les mauvaises langues diront qu'il n'y a pas assez de trafic, mais c'est parce que le pays est en train de préparer son décollage économique. Le jour où la prospérité arrivera dans ce pays, ce sera peut-être le moment d'observer l'embouteillage sur ce tronçon routier. Même après la réhabilitation du chemin de fer Congo océan, cette route aura toujours sa place. Le transport route-rail est un bon complément, chacun joue son rôle et met en valeur ses atouts.

**L.D.B.: Vous observez la situation socioéconomique et politique au Congo. Quel vœu pouvez-vous faire pour ce pays ?**

**X.H. :** A partir de notre propre expérience, nous croyons toujours à un Etat fort. On ne peut pas imaginer l'engagement dans un processus de développement avec un Etat faible. Même dans le cas des pays industrialisés ou développés, il y aurait-il un pays qui serait engagé dans son processus d'industrialisation avec un Etat faible ? Je ne crois pas au libéralisme absolu sur le plan économique. Quand on pratique le libéralisme économique, c'est parce qu'il y a des règles bien établies par un Etat fort et toute l'économie fonctionne dans le cadre de ces règles. L'Etat a travaillé pendant combien d'années pour mettre en place ces règles ? Aujourd'hui, il est temps de réfléchir où se trouve la charre, où se trouvent les bœufs. Quand on nous propose des remèdes, les Chinois savent réfléchir si ceux-ci répondent à notre propre réalité. Il y a des propositions utiles, il y a celles qui ne répondent pas à notre réalité nationale. Il y a même encore celles qui cachent derrière des intentions inavouées. Donc, c'est à nous de bien réfléchir, de mettre en place une bonne approche de développement qui réponde à notre propre réalité. Je pense que cette interrogation se pose aujourd'hui à tous les pays du monde. Un Etat fort pour assurer une bonne organisation, la discipline. C'est avec un Etat fort que l'autorité s'imposerait. Les concertations sont indispensables, mais il faut qu'elles soient organisées en bon ordre et il faut que l'Etat ait les moyens pour s'assurer que ces concertations se fassent dans l'intérêt général, de développement du pays, à l'abri de l'ingérence et de l'interférence d'origine extérieure.

Guy Gervais Kitina  
et Christian Brice Elion



**REMORQUAGE  
ET AIDE AU CONSTAT  
GRATUITS**



## SAHAM ASSURANCE AUTO

En cas de panne ou d'accident, nous sommes à vos côtés.

Quel que soit votre type de véhicule, bénéficiez d'offres adaptées à vos besoins. En cas de choc ou de panne, le constat et le remorquage de votre voiture sont gratuits. Pour plus de renseignements, rendez-vous dans l'une de nos agences.

ASSISTANCE  
**05 053 58 58**



**SAHAM**  
Assurance  
*Avancez librement*

## FINANCES

# Un plan d'urgence pour accélérer le rapatriement des avoirs extérieurs

**Le retour des fonds estimés à plusieurs milliards F CFA devrait permettre d'alimenter les banques de la place. Le gouverneur de la Banque centrale, Abbas Mahamat Tolli, qui s'est entretenu avec les dirigeants de ces institutions financières locales, le 24 novembre à Brazzaville, a promis de renforcer, dès début 2018, les mécanismes de gestion de la liquidité bancaire dans la zone.**

La crise financière causée par la chute brutale des cours du pétrole a fortement dégradé la place bancaire du Congo, avec une nette augmentation des créances imputable aux arriérés accumulés par l'Etat vis-à-vis des clients, la baisse des commandes publiques ainsi qu'à la réduction des opérations de dépôt. S'ajoute à cette contraction du crédit un phénomène de « fuite de capitaux », entraînant l'expatriation d'importantes sommes d'argent. Ces dernières années, plusieurs clients ont pu demander à leurs banques d'effectuer des virements à l'étranger

sous prétexte de payer des fournisseurs. Or, il s'avère que ces avoirs convertis en devises étrangères ne sont jamais utilisés, mais sont plutôt logés dans des banques extérieures.

A propos, une réunion de concertation a été initiée, le 24 novembre, entre le gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), Abbas Mahamat Tolli, et les responsables des établissements de crédit. La

rencontre est censée faciliter le relèvement de l'objectif de refinancement du Congo.

« Nous sommes venus discuter des problématiques liées aux transferts de fonds ; à la réduction de liquidité ; aux obligations prudentielles de crédit », a précisé Abbas Mahamat Tolli. La Banque centrale a engagé un certain nombre de réformes de sa politique monétaire, a-t-il rassuré, pour instaurer de nouveaux instruments en

matière de liquidité bancaire. En tant que président de la Commission bancaire d'Afrique centrale, le gouverneur a invité ces établissements de crédit à se rapprocher de la Banque centrale pour obtenir davantage d'éléments sur les nouveaux mécanismes de liquidité. Car, ces réformes prévoient, entre autres, de remplacer la programmation des politiques monétaires, les taux, avec la détermination du pla-

fond de financement.

Pour la ministre du Plan, de la statistique et de l'intégration régionale, Ingrid Olga Ebouka-Babackas, la rencontre est essentielle pour restaurer le dialogue sur la place de Brazzaville. A en croire la ministre, elle a permis d'explorer des pistes de solutions non encore envisagées pour renforcer la liquidité du système bancaire congolais.

Même si l'on a noté une certaine disparité dans les situations des établissements de crédit, la majorité d'entre eux a dénoncé la lenteur dans la mise en œuvre des réformes, les difficultés en matière de change, le faible niveau de l'objectif de refinancement du Congo...

« La Banque centrale est la gardienne de la stabilisation monétaire et financière de la sous-région. Tout comme la BEAC, le gouvernement souhaite que les rapatriements des avoirs extérieurs se fassent pour le bien-être de notre compte d'opérations », a martelé Ingrid Olga Ebouka-Babackas.

**Fiacre Kombo**



Une vue des officiels



## EMPRUNT OBLIGATAIRE

PAR APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE « EOG 6,50% NET 2017-2022 »

— Emetteur : Etat Gabonais —

MONTANT DE L'ÉMISSION :

  

# 100

  

MILLIARDS DE FCFA

PÉRIODE DE SOUSCRIPTION : DU 17 AU 30 NOVEMBRE 2017

TAUX D'INTÉRÊT :

  

# 6,50%

  

NET/AN SUR CINQ(5) ANS

\* EXONÉRÉ D'IMPÔT POUR TOUTS LES RÉSIDENTS DE LA ZONE CEMAC



Rentabilisez votre épargne en soutenant la relance économique

Nombre d'obligations : 10 000 000 . Prix d'une obligation : 10.000 FCFA. Minimum de souscription : 50 titres . Amortissement : Linéaire quatre (4) ans et un différé d'un (1) an. Maturité : Cinq (5) ans.

Conformément aux dispositions régissant l'Appel Public à l'Épargne en zone CEMAC, cette opération a été enregistrée par la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF) sous le numéro COSUMAF - APE - 01/17

CO-ARRANGEURS & CO-CHEFS DE FILE

MEMBRES DU SYNDICAT DE PLACEMENT

COTATION












## DIPLOMATIE

## Emmanuel Macron attendu en Afrique

Le président français entame, ce 27 novembre au Burkina-Faso, une visite qui le conduira également en Côte d'Ivoire et au Ghana, pour promouvoir une politique africaine recentrée sur l'entrepreneuriat, la jeunesse et l'éducation, a indiqué l'Elysée.



Au Burkina Faso, Emmanuel Macron visitera une centrale solaire. Il prononcera, le 28 novembre, son principal discours devant huit cents étudiants à l'université de Ouagadougou, et « fixera le cadre de son approche de l'Afrique en s'adressant à la jeunesse africaine ».

Les autorités françaises estiment que « le choix du Burkina est en soi un message, car il y a une jeunesse politisée » dans ce pays en transition depuis la chute de Blaise Compaoré, chassé par la rue en 2015. « Ce public est loin d'être conquis d'avance et n'a pas forcément une bonne image de la France. Le président a une forte ambition, qui est de faire évoluer la perception de la France par cette jeunesse », a poursuivi l'Elysée. Le chef de l'Etat français se rendra ensuite à Abidjan pour assister au sommet Europe-Afrique qui aura lieu du 29 au 30 novembre, une

occasion devant permettre de « replacer la relation France-Afrique dans le cadre de son projet de refondation de l'Europe ». Il s'adressera aux autres chefs d'Etat et de gouvernement, et devra insister en particulier sur la lutte coordonnée contre les réseaux de passeurs ; une discussion à laquelle seront associées les autorités libyennes. Emmanuel Macron évoquera aussi le soutien que souhaite la France pour la force antidjihadiste des pays du G5 Sahel. Il mettra à profit sa visite pour poser la première pierre du métro d'Abidjan, pour lequel Paris a accordé un prêt de 1,4 milliard d'euros.

Le locataire de l'Elysée s'envolera

enfin pour le Ghana, une première pour un président français. A Accra, il rendra visite à des start-ups avant de se rendre dans le quartier populaire de Jamestown, en compagnie de l'ex-footballeur de l'Olympique de Marseille, Abedi Pelé. « Le choix de visiter un pays anglophone nous permettra d'illustrer notre approche continentale de l'Afrique : un lien privilégié avec les pays francophones mais aussi l'ambition de nouer un lien avec l'Afrique anglophone », a expliqué l'Elysée. Il y présentera une « nouvelle vision de la francophonie, moins défensive mais comme facteur d'intégration entre pays d'Afrique francophones et anglophones ».

Selon la présidence française, cette visite devra permettre d'améliorer l'image de la France en Afrique. « La France en Afrique n'est pas entendue partout, la vision pas forcément bonne, notre influence est en recul. C'est autour de ces paramètres que nous voulons formuler un projet », « au-delà de l'aide au développement », souligne-t-on. Emmanuel Macron veut impliquer tout son gouvernement avec « une feuille de route claire sur l'Afrique, déclinée par chaque ministère, qui devra rendre des comptes sur sa mise en œuvre », a conclu l'Elysée.

Nestor N'Gampoula

## SOMMET UE-UA

## Des chercheurs africains appellent au soutien

A quelques jours de la rencontre qui se tiendra du 29 au 30 novembre à Abidjan, en Côte d'Ivoire, un groupe de scientifiques a demandé, le 23 novembre, aux dirigeants politiques de soutenir davantage la recherche en sciences et technologies dans le continent.

« Le continent africain souffre, malgré la compétence intellectuelle de ses chercheurs, de beaucoup d'insuffisances et de faiblesses en matière de recherche scientifique, de science et de technologie », ont souligné les pétitionnaires dans leur appel. « Vous, décideurs et acteurs politiques de l'Union africaine, votre engagement à intégrer la recherche scientifique et technologique dans vos actions politiques sera déterminant pour l'avenir de notre continent », ont insisté les chercheurs.

Le Pr Daouda Aidara, président de l'Académie des sciences, des arts, des cultures d'Afrique et des diasporas africaines, un des initiateurs de l'appel d'Abidjan 2017 en faveur de la science et la technologie, a déploré le manque d'appui financier destiné à la recherche dans le continent. « La situation de la recherche africaine est désastreuse, avec moins de cent publications par an dans les grandes revues internationales, contre trois mille pour l'Europe », a-t-il relevé. « Pour que l'Afrique se développe, il

faut absolument accorder plus de place à la recherche et à l'innovation, avec des budgets d'au moins 1% du PIB », a indiqué le Pr Daouda Aidara.

En Afrique, l'investissement public dans la recherche scientifique est inférieur à 0,5% du PIB dans la plupart des pays, ont déploré les chercheurs, relevant que « ce sont les pays qui ont investi dans la formation des ressources humaines et dans la science qui sont aujourd'hui soit émergents soit développés ».

Dans leur appel lancé à l'initiative de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique de Côte d'Ivoire, Ramata Ly-Bakayoko, et de chercheurs et universitaires d'Afrique de l'ouest, les scientifiques ont signalé que le faible montant investi dans la recherche scientifique est largement inférieur à l'objectif de 1% du PIB du « plan d'action de Lagos (1980-2000) ». Ils entendent, par ce message, « interpeller les décideurs africains » à l'occasion du 5e sommet Union africaine (UA) - Union européenne (UE) qui aura lieu en Côte d'Ivoire. Pour ce faire, les scientifiques ont demandé la mise en place d'un « Conseil africain de la recherche scientifique et de l'innovation », à l'image du Conseil européen de la recherche.

N.N'G.

## ÉGYPTE

## Carnage dans une mosquée, au moins 235 morts

Au moins 235 fidèles qui assistaient à la prière hebdomadaire dans une mosquée de l'est de l'Égypte ont été tués vendredi par des hommes armés, l'attaque la plus meurtrière dans l'histoire récente de ce pays.

Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a promis de répondre avec « une force brutale » à cet attentat, encore non revendiqué, qui a également fait 109 blessés. « Les forces armées et la police vengeront nos martyrs », a insisté le chef de l'Etat. L'attaque s'est

produite dans le village de Bir al-Abed, à 40km à l'ouest d'Al-Arich, la capitale de la province du nord-Sinaï, une région où les forces de sécurité combattent la branche égyptienne du groupe jihadiste État islamique (EI).

La mosquée al-Rawda est notamment fréquentée par des adeptes du soufisme, un courant mystique de l'islam que l'EI considère comme hérétique et appelle à combattre. Des conscrits faisaient également partie des fidèles, selon des sources médicales à Al-

Arich. Depuis 2013 et la destitution par l'armée du président islamiste élu Mohamed Morsi, un groupe jihadiste qui est devenu la branche égyptienne de l'EI attaque régulièrement les forces de sécurité égyptiennes dans le nord du Sinaï. De nombreux policiers et soldats ainsi que des civils ont été tués dans ces attaques.

Le 24 novembre, des témoins ont déclaré que les assaillants avaient encerclé la mosquée avec des véhicules tout-terrain et qu'ils avaient ensuite posé une bombe à l'extérieur du

bâtiment. Après qu'elle a explosé, les hommes armés ont fauché les fidèles paniqués qui tentaient de fuir et mis le feu aux véhicules de ces derniers afin de bloquer les routes menant à la mosquée. Vendredi en fin d'après-midi, les hôpitaux et les secouristes continuaient de s'activer pour porter secours aux blessés, selon des images de la télévision égyptienne. La présidence a déclaré trois jours de deuil national.

## Cibles civiles

La branche égyptienne de l'EI mène régulièrement des attaques contre les forces de sécurité dans la péninsule du Sinaï, qui borde Israël et la bande de Gaza palestinienne, bien que la fréquence et l'ampleur de ces attaques contre les militaires aient diminué au cours de l'année écoulée. Les jihadistes se sont tournés vers des cibles civiles, attaquant non seulement des chrétiens et des soufis mais aussi des habitants bédouins du Sinaï accusés de collaborer avec l'armée. En février, les chrétiens d'Al-Arich ont fui en masse leur région

après une série d'attaques.

Depuis moins d'un an, plus de 100 chrétiens, essentiellement des Coptes, ont été tués dans des attentats contre des églises ou des attaques ciblées dans le Sinaï et à travers le pays. L'an dernier, les jihadistes avaient par ailleurs capturé et décapité un vieux chef soufi, l'accusant de pratiquer la magie, interdite en islam. Plusieurs adeptes du soufisme ont également été kidnappés puis libérés après s'être « repentis ». Un chef de tribu et d'une milice bédouine, qui combat l'EI, a déclaré à l'AFP que la mosquée était connue comme un lieu de rassemblement de soufis. En plus de l'insurrection jihadiste de l'EI dans le Sinaï, l'Égypte est menacée par des jihadistes alignés sur Al-Qaïda opérant à partir de la Libye, à la frontière ouest du pays. Un groupe s'appelant « Ansar al-Islam » (Partisans de l'Islam en arabe) avait revendiqué une embuscade dans le désert occidental qui avait tué au moins 16 policiers en octobre.

D'après AFP

## «Crime horrible»

Dans un communiqué, le secrétaire général de la Ligue arabe Ahmed Aboul Gheit a condamné un « crime horrible qui confirme que la vraie religion de l'islam est innocente par rapport à ceux qui épousent l'idéologie terroriste extrémiste ».

Le président russe Vladimir Poutine a évoqué une attaque frappante « par sa cruauté et son cynisme », tandis que le chef de l'Etat américain Donald Trump dénonçait une « attaque terroriste horrible et lâche ».

Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a déploré un « ignoble attentat » alors que son homologue britannique Boris Johnson s'est dit « profondément attristé par (...) cet acte barbare ».

Faisant allusion aux récentes défaites du groupe jihadiste EI au Moyen-Orient, le ministère iranien des Affaires étrangères a estimé que « le terrorisme n'épargnera (...) aucune brutalité dans une tentative désespérée de s'affirmer ».

Le roi Salmane d'Arabie a indiqué être « aux côtés de l'Égypte » après cet acte « lâche ».

La précédente attaque la plus meurtrière en Égypte remontait à octobre 2015, lorsqu'un attentat à la bombe revendiqué par la branche égyptienne de l'EI avait coûté la vie aux 224 occupants d'un avion russe après son décollage de Charm el-Cheikh, station balnéaire du Sinaï.

## CHRONIQUE

## Que vive la République du Congo

Mardi, 28 novembre, nous célébrerons l'an 59 de la République du Congo, à ne pas confondre avec la date de son indépendance le 15 août 1960 car une certaine confusion a pu régner pendant un certain temps. Désormais, les Congolais se sont appropriés les vrais repères de leur histoire dont cette première date déterminante du 28 novembre pour rattraper, comme d'aucuns le prétendent, « l'injustice de l'histoire ».

En remontant la machine du temps, nous rappelons que la République du Congo a vu le jour le 28 novembre 1958, à Pointe-Noire, alors capitale territoriale de l'État autonome du Moyen-Congo sous tutelle coloniale française.

Il faut rappeler, pour une meilleure compréhension, que Brazzaville est identifiée à l'époque comme la capitale de la France Libre, avant de devenir la capitale fédérale de l'Afrique équatoriale française. Ainsi donc, du 28 novembre 1958 au 16 mars 1992, Brazzaville n'était juridiquement que la capitale politique et administrative provisoire de la République du Congo, sur la base de la loi constitutionnelle n°2 du 28 novembre 1958 qui fixait provisoirement à Brazzaville le siège de l'Assemblée nationale législative du gouvernement provisoire de la République du Congo.

La date du 28 novembre 1958 fut commémorée pour la première fois en 1962, pour être ensuite soustraite par un tour de passe-passe dont seule l'histoire détient les secrets.

Il a donc fallu attendre 2010 pour que la loi n°18-2010 du 27 novembre décrète le 28 novembre journée fériée, chômée et payée sur toute l'étendue du territoire national congolais.

La République demeure «le plus grand acquis» pour les Congolais, «la plus grande garantie de la cohésion nationale pour le débat démocratique», voilà pourquoi, conformément à la Constitution (art. 240, 3e alinéa), la forme républicaine de l'Etat ne peut faire l'objet de révision.

Si l'on se réfère à la définition de la République, on admet ipso facto que le Congo est une République et l'article 2 de la Constitution en vigueur stipule : «Le principe de la République est : gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple».

Le Congo est un pays dans lequel la fonction de chef d'État n'est pas héréditaire (le président est élu). Seul le peuple exerce la souveraineté nationale par la voie de ses représentants (élus) ou du référendum. Au sens propre, le mot «République» issu du latin "res publicae", la «chose publique» se définit dans son acception politique comme une «forme d'Etat dans laquelle les citoyens délèguent leur souveraineté par le vote».

Le Congo qui n'a jamais remis en cause son statut de République qu'il s'est donné depuis 1958, est resté une République, un régime dans lequel le citoyen jouit des droits et libertés garantis par la Constitution, confère l'article 1er de la Constitution congolaise qui stipule : «La République du Congo est un Etat de droit, souverain, unitaire et indivisible, décentralisé, laïc et démocratique». Cette disposition constitutionnelle fonde l'unité de la République et pose les principes de son indivisibilité.

Qu'il est loin ce temps où les Européens, au XIV<sup>e</sup> siècle, en tête desquels l'explorateur portugais, Diego Cao, exploraient le territoire du Royaume Kongo, grande monarchie aux confins des deux Congo et de l'Angola, pour se le partager en traçant des frontières hasardeuses !

Un raccourci exagéré permet de rappeler, par ailleurs, les guerres de succession, la traite négrière et la colonisation qui ont mené patiemment au protectorat français avec les rois Makoko en 1880, Ma Loango en 1883, à la participation active et méritée des tirailleurs africains lors des deux guerres mondiales, à l'Afrique équatoriale française, à l'apprentissage de la démocratie avec son cortège de maux, à la décolonisation et enfin à la proclamation de la République du Congo en 1958, avec l'investiture de l'abbé Fulbert Youlou en qualité de Premier ministre, chef du gouvernement provisoire de la République du Congo. Voici donc le sens de cette victoire certaine de la cohésion que les Congolais remportèrent un certain 28 novembre 1958, et ce qui justifie qu'elle soit célébrée avec dignité.

Ferréol C. P Gassackys

## CRISE LIBYENNE

## Les chefs de tribus remettent un mémorandum à Denis Sassou N'Guesso

Les membres du Haut conseil des villes et tribus libyennes se sont réunis, le 26 novembre à Brazzaville, avec le chef de l'Etat congolais, président du Comité de Haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la crise en Libye. Ils lui ont remis un mémorandum et salué ses efforts en faveur du retour de la paix dans ce pays.



Une vue des membres de la délégation libyenne

« Notre présence à Brazzaville a un rôle important dans la résolution des problèmes libyens. Nous sommes heureux de se retrouver avec vous, monsieur le président, pour clarifier certaines questions qui ne sont pas, peut-être, connues de vous depuis la dernière réunion. Nous allons les partager avec vous », a déclaré le président du Haut conseil des villes et tribus libyennes, Ageli Abdulslam Breni. Selon lui, la Libye se trouve entre les mains des gangs qui sont à la solde de certaines puissances étrangères. Il a exprimé son attachement à la médiation de l'UA afin de sortir la Libye de la crise dont les conséquences touchent à la fois les pays africains et européens.

« Notre préoccupation, c'est la Libye, l'Afrique. Nous sommes prêts à collaborer avec vous, parce que vous êtes un homme de parole. Nous nous sentons chez nous ici et sommes heureux. Nous sentons que vous êtes avec nous. Nous sommes déterminés à nous confier à l'UA pour que notre situation ne soit pas sur des mains peu sûres », a dit Ageli Abdulslam Breni, s'adressant au chef de l'Etat congolais. La Libye a été plongée dans le désarroi depuis l'assassinat de Mouammar Kadhafi, en 2011. En septembre dernier, à l'issue d'un sommet du Comité de Haut niveau de l'UA sur la Libye, tenu dans la capi-

tale congolaise, une feuille de route a été adoptée. Il a également été décidé de lancer des échanges entre les comités de dialogue et de poursuivre les pourparlers inter-libyens, en vue de la tenue d'une conférence sur la réconciliation libyenne.

Interrogé sur les actes d'esclavage perpétrés en Libye, le président du Haut conseil des villes et tribus libyennes a fait savoir que des enquêtes seront ouvertes pour déterminer les responsabilités. Pour le président Sassou N'Guesso, la présence des chefs de tribus libyennes en terre congolaise témoigne leur attachement au retour à la normale dans leur pays.

« Vous êtes une partie importante de la société libyenne et devez continuer à vous investir dans l'œuvre de retour à la paix », a-t-il indiqué, ajoutant que « cette rencontre contribuera assurément à nous faire évoluer vers le dialogue inter-libyen tant attendu et tant souhaité par tous ». Le chef de l'Etat congolais a, en outre, réitéré sa disponibilité à poursuivre les efforts pour le retour du climat de paix en Libye et invité les chefs de tribus libyennes « à soutenir les initiatives des Nations unies pour mettre fin aux difficultés éventuelles ».

Christian Brice Elion

## ZIMBABWE

## Emmerson Mnangagwa s'engage à relancer l'économie

Le nouveau président du pays a prêté serment à Harare, le 24 novembre, en présence des présidents du Mozambique, du Botswana, de la Zambie et de la Namibie.

« Moi, Emmerson Dambudzo Mnangagwa, jure qu'en tant que président de la République du Zimbabwe, je serai loyal à la République et obéirai, soutiendrai et défendrai la Constitution et les lois du Zimbabwe », a-t-il déclaré devant plusieurs dizaines de milliers de personnes. Le successeur de Robert Mugabe a profité de son premier discours pour faire des promesses à la population. « Nous allons créer des emplois pour notre jeunesse et réduire la pauvreté pour toute la population (...). Les actes de corruption doivent cesser sur le champ », a-t-il indiqué, conscient de la tâche immense qui l'attend. Emmerson Mnangagwa s'est, par ailleurs, engagé à protéger les investissements étrangers. « Dans ce monde global, aucune na-



Emmerson Mnangagwa lors de son discours après sa prestation de serment, le 24 novembre 2017 au stade d'Harare. © REUTERS/Philimon Bulawayo

tion n'est, ne peut ou ne doit être une île », a-t-il insisté. Le nouveau président faisait allusion aux fermiers blancs qu'il entend compenser. Ces derniers avaient été expulsés manu militari de leurs propriétés par Robert Mugabe, au début des années 2000. Cette réforme de l'ère Mugabe lui avait valu une volée de critiques et de sanctions internationales. Le nouveau chef de l'Etat a, en outre, rendu hommage à son pré-

décesseur, « père de la nation ». « Acceptons et reconnaissons tous son immense contribution à la construction » du pays, a-t-il lancé. À 75 ans, Emmerson Mnangagwa a pris les rênes du Zimbabwe trois jours seulement après la démission historique de Robert Mugabe, qui a été poussé vers la sortie par son armée, son parti et la rue.

Nestor N'Gampoula

## VIOLENCES FAITES AU GENRE

## Le patron de l'ONU estime que beaucoup reste à faire

**A l'occasion de la célébration, le 25 novembre, de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, António Guterres a déclaré que l'éradication de cette pratique requiert une volonté politique forte, des ressources accrues et une action coordonnée.**

Le secrétaire général de l'ONU a indiqué que « chaque femme et chaque fille a le droit à une vie sans violence. Pourtant, cette rupture des droits humains se produit de diverses manières dans chaque communauté ». Les violences faites aux femmes sont une réalité quotidienne pour beaucoup d'entre elles à travers le monde et ne connaissent pas de frontières, a rappelé Anto-

nio Guterres. Malgré les tentatives de les dissimuler, elles sévissent aussi bien dans les pays développés que ceux en développement. « Cela affecte particulièrement celles qui sont les plus marginalisées et les plus vulnérables », a-t-il déploré.

« Cette violence, signe le plus visible du patriarcat et du chauvinisme omniprésent, a un impact direct sur la santé physique et psychologique des femmes », a-t-il poursuivi, soulignant qu'elle affecte des familles entières, des communautés et des sociétés. Selon ONU-Femmes, une entité des Nations unies consacrée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, plus d'une femme ou une fille sur

trois est victime de violences au cours de sa vie, 750 millions de femmes ont été mariées avant l'âge de 18 ans et plus de 250 millions ont subi des mutilations génitales féminines. « Chacun a le droit de vivre sa vie sans violence ni menace de violence. Cela vaut pour tous, peu importe leur sexe, leur âge, leur race, leur religion, leur ethnie ou leur caste, quel que soit leur niveau de revenu, leur orientation sexuelle, leur statut VIH, leur citoyenneté, leur lieu de résidence ou toute autre caractéristique de leur identité », a déclaré la directrice exécutive de l'ONU-Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, dans un communiqué. Cette année, la journée a pour thème « Ne laisser personne de côté ». « Cela signifie mettre les

femmes et les filles sur un pied d'égalité dans tout ce qui les concerne », a-t-elle expliqué. « Quand nous parlons du thème de cette année, qui est "Ne laisser personne de côté", nous voulons identifier toutes les formes de violences auxquelles les femmes font face », a précisé Phumzile Mlambo-Ngcuka.

La violence contre les femmes est aujourd'hui de plus en plus reconnue comme un obstacle majeur à la réalisation des droits humains et un défi direct à l'intégration et à la participation des femmes au développement durable et à la paix. « Les militantes des droits des femmes sont ciblées à des niveaux alarmants. Et la violence contre les femmes politiques entrave le progrès

des droits civils, politiques, sociaux, économiques et culturels des femmes », a déploré le Secrétaire général de l'ONU.

António Guterres a, en outre, rappelé que les objectifs de développement durable ne pourront être réalisés sans l'éradication de la violence faite aux femmes. De ce fait, il a souligné la détermination des Nations unies à lutter contre la violence à l'égard des femmes sous toutes ses formes.

Signalons que le Fonds d'affectation spéciale des Nations unies, pour mettre fin à la violence contre les femmes, a contribué à hauteur de 129 millions de dollars à 463 initiatives dans 139 pays.

**Yvette Reine Nzaba**

## JUSTICE

## Trente magistrats congolais formés par l'ENM France

**Initiée par l'ambassade de France, en partenariat avec le ministère congolais de la Justice, la troisième session de formation de l'Ecole nationale de la magistrature française (ENM) s'est achevée le 24 novembre, à Brazzaville, au terme de cinq jours de travaux et d'échanges d'expériences.**

Au total, vingt-deux juges d'instruction ainsi que huit présidents et vice-présidents de cours d'appel issus de dix-sept juridictions du Congo ont participé à la formation portant sur les thèmes « La fonction du juge d'instruction » et « Le rôle de la chambre d'accusation et de la cour criminelle ». Celle-ci a fait bénéficier aux magistrats participants de nouvelles connaissances. Elle leur a permis, en effet, d'aborder de manière concrète, entre autres, les principes et pratiques de l'audience pénale, les principes généraux du procès pénal, les acteurs du procès pénal, l'intervention du procureur, les règles générales de la conduite de l'audience et sa préparation, l'examen du dossier et les questions liées au ministère public,

etc. « Le séminaire de formation a été un parfait moment d'échange et d'apprentissage auprès de nos collègues de France qui ont mis à notre disposition un certain nombre d'informations sur la pratique judiciaire », s'est réjoui Dimi Nianga Dzo,



La photo de famille crédit photo Adiac

juge d'instruction au tribunal de grande instance de Mossaka, dans le département de la Cuvette. Après avoir exprimé sa recon-

naissance aux magistrats formateurs de l'ENM de France, le ministre de la Justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones, Aimé Ange Wilfrid Bininga, a suggéré, par l'intermédiaire de son directeur de cabinet, que

ce genre de formation s'étende au niveau des greffiers des différentes juridictions et du personnel de l'administration

pénitentiaire du pays pour un équilibre professionnel « afin d'aboutir à une bonne administration de la justice ». S'adressant aux magistrats formateurs de l'ENM de France, il a tenu à les rassurer en ces termes : « Les recommandations ou suggestions rete-

nues au cours de cette session de formation pédagogique constituent pour nous, une banque de données qui doit intégrer les réformes envisa-

gées de notre avant-projet de code de procédure pénale en chantier ».

En outre, le ministre de la Justice a rappelé aux participants les exigences liées à leur profession. Ces exigences, a-t-il martelé, sont caractérisées par le respect des règles éthiques, à savoir la loyauté, l'impartialité, l'intégrité, la dignité, le devoir de réserve et le secret professionnel.

L'un des formateurs, Jean-Pierre Getti, président de chambre honoraire à la Cour d'appel de Versailles, a apprécié, non seulement la compétence et la connaissance de leurs collègues magistrats, mais également « le sens de la justice et du souci de rendre une justice de qualité à travers leurs différentes fonctions ».

Il a exprimé sa joie d'avoir participé à ces échanges et espère avoir contribué à perfectionner le quotidien et la qualité des magistrats congolais qui ont reçu chacun, à la fin de cette formation, un diplôme de participation.

**Y.R.Nz.**



Tel : 06 638 85 87 ; 04 43 148 27 E-mails : [escicinfo2013@gmail.com](mailto:escicinfo2013@gmail.com) / [escicinfo2013@escic-cg.com](mailto:escicinfo2013@escic-cg.com) ; Site : [www.escic-cg.com](http://www.escic-cg.com)

## SALARIÉS

## Ouverture des inscriptions au cours du soir :

- 3<sup>ème</sup> année bachelor ;
- Masters (MBA, MRH, MCG, MQHSE, MMO, MCLS, ...).

## Diplômes Français

## DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

## Vers la fin des importations du ciment au Congo

**Longtemps dépendant d'un produit qui venait aussi bien des pays d'Afrique, d'Europe que d'Asie, le Congo qui vient de se doter d'une quatrième cimenterie atteint aujourd'hui une production annuelle de 2,550 millions de tonnes pour des besoins estimés à 1,200 million de tonnes l'an.**

La capacité dont dispose le pays à ce jour offre une disponibilité et une accessibilité en ciment capables de mettre un terme aux importations (près de 5 000 tonnes par mois) de ce produit de base en matière de construction d'infrastructures et des habitats.

« Nous espérons que l'entrée en production de notre usine contribuera à réduire et éventuellement à mettre un terme aux importations de ciment au Congo et dans les autres pays environnants », a souligné le président de Dangote Cement, Aliko Dangote, lors de l'inauguration, le 23 novembre, de cette cimenterie par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso.

La montée en gamme de l'industrie du ciment, avec à ce jour cinq cimenteries, soit quatre actuellement opérationnelles (Sonocc, Forspak, Cimaf et Dangote Cement), en attendant l'entrée en production de Diamont Cement à Mindouli, dans le département du Pool, témoigne de l'élan d'industrialisation voulu par les autorités congolaises engagées dans un processus de diversification de l'économie qui reposait à plus de 80% sur le pétrole.

« Après le pétrole et le bois, voici venue l'ère des importations industrielles appelées à s'inscrire dans la durée », a, en substance, déclaré



La cimenterie Dangote de Yamba/Adiac

le ministre d'Etat en charge de l'Industrie, Gilbert Ondongo, ajoutant qu'avec « l'entrée en production de la cimenterie Dangote, le Congo sera illico presto pays exportateur de ciment. A pleine capacité, sa production nationale s'élèvera à trois millions deux cent mille tonnes, soit un surplus exportable de deux millions de tonnes l'an ».

De l'avis des industriels de ce

secteur dont les investissements se chiffrent à plusieurs centaines de milliards de FCFA, l'augmentation de la production cimentière permet ainsi de stimuler, à l'heure où le pays fait face à une crise financière, l'économie congolaise tout en préservant les devises qui étaient consacrées aux importations. Mais également de faire

baisser et stabiliser le prix de cette matière première car le sac de ciment de 50 kilos, vendu jadis à plus de 5000 F CFA, coûte actuellement 4000 FCFA, voire un peu moins.

Cette capacité devra permettre au pays de réduire tout à la fois le taux d'importation des matériaux de construction, notamment le ciment, mais aussi de faire baisser le prix d'achat de cette matière première.

Par ailleurs, conscient des investissements que représente l'industrie cimentière, le gouvernement s'active à tout mettre en œuvre pour préserver ses acquis à l'heure où la diversification de l'économie congolaise s'avère une porte de sortie face à la crise pétrolière. Comme approche de solution, le souhait longtemps exprimé par ces industriels est la création, par le gouvernement, d'un cadre légal permettant au secteur industriel local d'accompagner toutes les stratégies de développement du pays, de créer de nombreux emplois et de contribuer à la richesse nationale. Des actions, estimaient-ils, qui contribueront à la mise en place d'un système de prévention des fraudes et de régulation des importations de ciment au niveau des différentes administrations concernées, à savoir les douanes, les finances, le commerce et l'industrie.

Véritable niche d'emplois pour les jeunes, la construction de toutes ces usines de ciment contribue ainsi à lutter contre le chômage. Avec des ambitions de créer quelque mille deux cents emplois directs et indirects pour le cimentier Cimaf, l'usine de Dangote a, quant à elle, démarré ses activités avec cinq cents emplois directs contre deux cent cinquante indirects.

### La Bouenza conforte sa vocation de bassin industriel

Disposant à ce jour de quatre grandes industries fonctionnelles, notamment de deux cimenteries (Sonocc et Dangote Cement), Saris Congo et Eco Oil Energy qui œuvrent dans l'agro-industrie, le département de la Bouenza renoue avec sa vocation industrielle qui l'a caractérisé dans les années antérieures avec l'existence de Huilka, Cidolou, Socorem, les minerais de Mfouati et Bongo-Songho ainsi que l'industrie de production du fofou de Mantsoumba, pour ne citer que ces sociétés.

L'élan enclenché par les cimentiers ouvre ainsi la voie à d'autres initiatives en gestation, à l'instar du projet d'exploitation du cuivre et celui de production des noix d'acajou amorcés par des partenaires chinois et dont les coûts des investissements dépassent le cap de quatre-vingts millions de dollars américains. Leur mise en œuvre effective devrait redorer la cartographie industrielle de ce département. Cependant, le développement industriel appelle à une réelle volonté des gouvernants d'ouvrir davantage le Congo aux investisseurs étrangers, à travers l'amélioration du climat des affaires.

Guy-Gervais Kitina

## LE FAIT DU JOUR

## Mnangagwa à l'épreuve du pouvoir

Prestation de serment solennelle dans un stade de Harare pris d'assaut par des compatriotes enthousiastes, Emmerson Mnangagwa est, depuis le 24 novembre, le nouveau président du Zimbabwe. Il remplace Robert Mugabe, poussé vers la sortie après qu'il a eu maille à partir, justement, avec ce dernier. Un ex-bras droit devenu sans doute encombrant pour le vieux leader, par-dessus tout le héros de l'indépendance de l'ancienne Rhodésie du Sud qui peut lui témoigner sa reconnaissance pour l'avoir libérée du joug colonial, en 1980.

Cela arrive-t-il peut-être souvent à tous les dauphins potentiels ? Quand vient le moment de passer la main, alors que le cœur de celui qui lorgne la place avec espoir bat la chamade, le titulaire retarde l'échéance par moult préconisations. Dans le cas du Zimbabwe, la Constitution adoptée par référendum, en 2013, limite à deux le nombre de mandats du président de la République élu pour cinq ans. Le vieux Bob avait le droit, au regard de ces dispositions, de concourir en 2018, n'ayant en effet accompli, dans le cadre de la nouvelle loi fondamentale, qu'un seul quinquennat conquis en 2013. Mais depuis bien longtemps, la guerre de succession était engagée au

sein de son parti, l'Union nationale africaine du Zimbabwe -Front patriotique, Zanu-PF.

Avant donc que Grace Mugabe ne remonte en surface et formule assez clairement ses ambitions de prendre la relève de son époux, Emmerson Mnangagwa, ami de longue date de Robert Mugabe, faisait office de successeur plus ou moins naturel. Dans une telle posture, un dauphin peut-il passer son temps à recenser les « échecs » de son mentor, au regard de cela, se mettre à croire son heure sonnée, et parfois multiplier des erreurs ? Dans la pure tradition africaine, Mugabe a alors estimé que Mnangagwa pariait sur la fin de ses jours en consultant des féticheurs. Son limogeage de la vice-présidence du Zimbabwe était intervenu dans ces circonstances. On peut néanmoins imaginer la pression que toute cette cacophonie avait pu exercer sur le chef de l'Etat.

Rentré ensuite triomphalement de son bref exil pour prendre le pouvoir, Emmerson Mnangagwa a autant de défis à relever. Le premier est interne à la Zanu-PF s'il ambitionne de la représenter à la présidentielle qui devra se tenir, en principe, l'année prochaine. L'apparent soutien populaire qu'il a reçu à son retour d'Afrique du

Sud, la mine tranquille des militaires qui ont été de beaucoup dans le dénouement pacifique observé pendant les événements sont peut-être des atouts sur lesquels il pourrait s'appuyer pour espérer contrôler la situation à venir. Quand il parle de l'avènement d'une nouvelle ère au Zimbabwe, promet du travail à ses concitoyens, il sait que de telles avancées ne peuvent s'accomplir en ces quelques mois de la transition qu'il conduit aujourd'hui.

Les jours prochains seront précieux pour les observateurs au regard des décisions que prendra le nouveau président zimbabwéen : le sort réservé à son prédécesseur, le calendrier électoral, ses rapports avec l'opposition, ses hommes de confiance appelés au gouvernement révéleront enfin l'homme au contact de la réalité du pouvoir qu'il a vu briller et se débrider au long de trente-sept années. Il ne sera plus du tout ce « crocodile », à qui l'on prête d'avoir vécu dans une mare où seuls survivent les plus robustes. Il est devenu le président de tous les Zimbabwéens qui, sachant de toute évidence que leur pays regorge de riches espèces fauniques, veulent manger à leur faim dans un pays où les dirigeants sont des messagers du bonheur pour leurs compatriotes.

Gankama N'Siah

## SANTÉ

## Un don de sang au profit du Centre de transfusion sanguine

**L'acte humanitaire posé par l'Association sportive et sociale (ASS) des jeunes cadres, le 24 novembre à Pointe-Noire, permettra tant soit peu de sauver la vie de plusieurs patients dans les hôpitaux de la place.**

Cinquante-quatre poches de sang ont été collectées, à l'issue de l'activité ouverte aussi bien au personnel de l'aéroport Antonio-Agostinho-Neto de Pointe-Noire qu'à d'autres bénévoles. Ce geste d'amour, a indiqué le vice-président de l'ASS des jeunes cadres, Allen Gomez, n'est pas un acte isolé. « Comme tous les ans, nous essayons d'organiser plusieurs activités de dons de sang, le but étant de soulager le Centre national de transfusion sanguine (CNTS) qui a du mal à faire directement les collectes. Nous organisons, par le biais de notre association, des activités annexes au CNTS pour pouvoir apporter un plus afin de sauver les vies », a expliqué Allen Gomez. Selon lui, l'association entend organiser trois à quatre séances de don de sang dans l'année si l'Etat rendait disponibles les poches de sang. « Il arrive des fois où nous mobilisons cent cinquante voire deux cents personnes mais, les poches de sang manquent parfois. C'est, d'ailleurs, le cas à

cette séance où nous avons tablé sur plus de cent cinquante personnes mais, on a reçu que cinquante-cinq poches de sang. Nous nous sommes contentés de cela et essayerons de mieux nous organiser la prochaine fois », a-t-il déploré.

Il a, par ailleurs, souligné que cette collecte a été libre pour toute personne désireuse de donner son sang, notamment les curieux et surtout le personnel de l'aéroport qu'il a mobilisé pour la cause.

Allen Gomez a demandé au CNTS et à l'Etat de mettre l'accent sur la communication, pour montrer aux gens l'importance de donner leur sang. L lançant l'appel aux compatriotes, il a dit: « N'hésitez pas de donner le sang. Nous le faisons pour sauver des vies, c'est en donnant son sang que l'humanité va perdurer. Chacun de nous a cette part d'humanité qui a besoin d'aider, il faut la laisser s'exprimer ».

Rémy Florian Koulimaya, président de l'ASS des jeunes cadres, s'est dit satisfait pour cette opération qui a permis de collecter cinquante-quatre poches de sang. Pour sa part, après avoir accompli son geste, Michelle Lepembé, agent à l'aéroport Agostinho-Neto de Pointe-Noire, a déclaré: « C'est pour la première fois que je fais un don de sang, je



Les jeunes enthousiasmés à donner du sang/Adiac

*l'ai fait sans contrainte dans le but de sauver au moins une vie, j'ai mobilisé aussi mes collègues qui n'ont pas hésité à le faire. C'est un geste qui vient du cœur ».*

De son côté la représentante du CNTS à cette activité, l'assistante sanitaire Judith Ossotoka, a félici-

té le geste, le courage et l'amour des jeunes de l'ASS pour cet acte humanitaire. « Si beaucoup de gens pouvaient faire ce même geste même une fois dans l'année, nombreux sont des malades qui seraient sauvés, parce que le sang c'est un produit humain, on ne peut pas le

*prendre en dehors des hommes », a-t-elle dit. Pour ce faire, elle a expliqué : « Normalement, la banque de sang a besoin du sang bénévole, de toute personne qui vient donner à son propre gré et assurée d'être en bonne santé ».*

**Charlem Léa Legnoki**

## VIE ASSOCIATIVE

## L'Adéco et l'ACDSB scellent un partenariat sanitaire

**Le protocole d'accord entre les deux associations, qui a trait à l'assistance médicale aux donneurs de sang bénévoles, a été signé, le 24 novembre, à l'hôpital de Base de Tié-Tié, à Pointe-Noire.**

Le cri d'alarme des donneurs de sang bénévoles a été entendu, puisqu'un partenariat vient d'être conclu entre l'Association pour le développement économique du Congo (Adéco) et l'Association congolaise des donneurs de sang bénévoles (ACDSB) pour rassurer la population qui peut toujours compter sur eux. Les donneurs bénévoles vont désormais bénéficier d'une prise en charge médicale non négligeable. « Ces bénévoles donnent leur sang, une fois tous les trois mois (...). L'Adéco a fixé ce programme de suivi médical avec l'appui technique des cliniques de la place. Ces dernières exécuteront ces soins médicaux à titre préventif et curatif aux donneurs de sang. Au cas où un donneur présenterait des pathologies sévères, qui peuvent répondre aux plateaux techniques de celles-ci, il sera immédiatement transféré à l'hôpital général Adolphe-Sicé en vue de recevoir des soins intensifs », a dit Aimé Magloire Boukaka, président de l'Adéco, dont le discours d'orientation a été lu par Armel Missamou, attaché



Aimé Magloire Boukaka et Julien Mbemba signant le protocole d'accord crédit photo Adiac

de direction chargé des relations publiques. Il a ajouté : « L'Adéco vise par ce programme quatre objectifs principaux, à savoir stabiliser et fidéliser les donneurs de sang bénévoles dans tous les centres de transfusion sanguine, promouvoir l'abondance et la disponibilité du sang dans lesdits centres, soulager tant soit peu les peines de la population, stimuler d'autres personnes à intégrer le cercle des donneurs de sang ».

En se réjouissant de ce partenariat mutuellement profitable, Julien Mbemba, président de l'ACDSB, a précisé : « Notre sang est une ressource précieuse pour les traitements programmés comme pour les interventions urgentes. Il aide à prolonger la vie des patients souffrant

*de maladies mortelles et améliore leur qualité de vie. Il est utilisé lors des actes médicaux et chirurgicaux complexes. Le sang est également essentiel pour traiter les blessés dans les situations d'urgence de toutes sortes et jouent un rôle vital dans les soins maternels et périnataux ».*

Signalons que l'ACDB existe depuis le 26 décembre 1979. Elle a toujours apporté sa contribution dans l'espoir de réduire les cas des décès dus aux manquements du sang dans tous les départements du pays. La cérémonie de signature de l'accord de partenariat entre les deux associations s'est déroulée en présence des responsables sanitaires de Pointe-Noire ainsi que d'autres autorités civiles et militaires du département.

**Hervé Brice Mampouya**

## MUSIQUE

## Le clip « Tchimpamu » de KMusica inonde les écrans

**La diffusion du single de l'orchestre du leader Yves Saint-Lazare dans les différentes chaînes de télévision ponténégrines fait partie de la promotion de l'album Mad Rush 777 étincelles, qui sortira officiellement l'année prochaine.**

Histoire de donner un avant goût aux mélomanes et fans du groupe KMusica, le clip du single Tchimpamu a été choisi pour précéder la sortie du nouvel opus du groupe. « Il est important que nos mélomanes soient au courant de la sortie de notre album Mad Ruh 777 étincelles. Tchimpamu est un générique comme l'apprécie le public qui se délecte déjà aux sons du ndombolo dans lequel se sont exprimés nos animateurs que sont Sosa Mambu, Jany ou Washington. À travers ce clip, les fans découvriront aussi la danse Tchimpamu qui donne encore plus de punch à ce morceau », a dit Yves Saint-Lazare, patron de l'orchestre KMusica. L'album Mad Rush 777 étincelles



Yves Saint-Lazare, leader de KMusica/credit photo DR

est un opus riche avec des textes thématiques (société, éducation, ingratitude, espoir, orphelin...). Les mélodies sont superbement agencées sur fond de rumba bien raffiné rappelant ainsi le beau temps de ce genre musical séculaire.

KMusica qui ne veut pas dormir sur ses lauriers va continuer à faire des prestations et animer des shows. Ainsi, en décembre, il se produira en public pour égayer les fans lors des fêtes de fin d'année afin de préparer ainsi en beauté la sortie de Mad Rush 777 étincelles.

**Hervé Brice Mampouya**

## HUMEUR

## Le refus de communiquer de certains directeurs départementaux indispose

C'est aussi une certaine antivaleur, le fait de refuser à la presse l'accès aux sources d'information, alors que celle-ci doit informer la population sur ce qui se passe dans son milieu. Combien de directions départementales de l'administration publique n'ont-elles pas fermé aux journalistes la porte au nez quand il s'agit de solliciter une interview ou de vérifier l'information à la source? Cette façon de faire laisse libre cours aux rumeurs, aux mensonges, aux ragots, bref aux informations non fondées pouvant aussi discréditer la direction départementale qui se comporterait ainsi.

Ce comportement est à dénoncer avec la dernière énergie car il pousse la population à se fabriquer sa propre opinion. Tenez ! Il y a une semaine environ, les autorités départementales de Brazzaville chargées du commerce venaient d'incinérer des aliments avariés, notamment des poulets, poissons et viandes congelés ainsi que des boîtes de conserve dont la date de validité était dépassée. Geste louable, car la presse était là et a diffusé cette information.

À Pointe-Noire, la presse s'était également saisie de ceratines plaintes de la population, au sujet justement des produits alimentaires avariés proposés à la consommation par certaines boucheries de la place. Des interviews ont été sollicitées en vain auprès des autorités locales chargées de ces questions pour en savoir un peu plus. Ce refus catégorique de parler peut ouvrir la voie aux rumeurs de toutes sortes, puisque l'opinion ne sait pas quelle a été la destinée de ces aliments avariés, surtout que la fin de l'année approche. Puisque l'officiel refuse de communiquer, à qui incomberait le tort si la population donne libre cours à la rumeur ?

Le secret d'État existe et la presse le sait bien. Mais de grâce, serait-ce aussi un crime de lèse-majesté en parlant d'un tuyau de conduite d'eau qui a été sectionné quelque part dans la ville et dont la réparation tarde à se faire ou encore en attirant l'attention de la population sur la circulation, dans la chaîne alimentaire, des produits impropres à la consommation ? Pourquoi interdire à la presse d'informer le public des faits tels la panne des feux de signalisation, la prolifération incontrôlée et non hygiénique des restaurants de fortune, la colère des pêcheurs au sujet de telle ou telle autre mesure prise par l'autorité, les plaintes des peintres et sculpteurs qui manqueraient de site de travail, etc. ? Et pourtant, ces informations peuvent bien faire l'objet de communication de la part du directeur départemental du secteur concerné devant les médias.

Pendant ce temps, ces mêmes autorités départementales qui refusent de communiquer sont les premières à se plaindre des ragots. Et alors ? Que cela change en bien dans les mois à venir. Au cas contraire, nous citerons nommément les administrations concernées. Affaire à suivre.

Faustin Akono

## ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

## Le concept Africa digital academy présenté au public

**Le projet, dont la première édition se déroulera du 28 novembre au 1<sup>er</sup> décembre à Pointe-Noire sur le thème « L'entrepreneuriat au féminin », a été rendu public, le 23 novembre, à la Chambre consulaire, par Kriss Brochec, responsable de Congo web agency (agence en conseil de communication) et de l'Amid (Association de Mpaka pour l'intégration et le développement).**

Le projet Africa digital academy est destiné à lutter contre la fracture digitale au Congo. Sa présentation a été faite dans le cadre du déjeuner consulaire, une plate-forme créée par la Chambre de commerce (un des partenaires de l'événement) qui vise la promotion des initiatives ayant un impact économique, social et environnemental. Le déjeuner consulaire a lieu une fois le trimestre. Le projet Africa digital academy est une manière d'annoncer les rendez-vous de

tendent aider les organisations, les communautés, les corps de métier et autres à s'approprier le numérique et tirer profit des gains de temps, de productivité et d'opportunités qu'il offre. « Il est important que la population s'approprie cette nouvelle culture. La data est considérée comme étant le pétrole du 21<sup>e</sup> siècle. S'exclure de la transformation numérique, c'est s'exclure du futur », a dit Kriss Brochec.

La première édition de l'Africa digital academy, consacrée à l'entrepreneuriat féminin, connaîtra la participation de quinze entrepreneuses actives qui vont, pendant quatre jours, apprendre à créer et gérer leur site Internet pour gagner plus de marchés. Celles-ci bénéficieront de l'accompagnement de six web coaches de l'Amid et de Congo Web agency. Sur ce choix, Kriss Brochec a expliqué : « Cette première édition est dédiée aux femmes, parce que

place d'un écosystème numérique digital congolais fort en s'appuyant sur les communautés et en créant des contenus locaux de qualité pour impacter le plus grand nombre de personnes. De ce fait, douze objectifs de développement durable ont été retenus dans le cadre de l'Africa digital academy (lutte contre la pauvreté, l'égalité des sexes, l'éducation de qualité, bonne santé et bien-être, travail décent, l'environnement, etc). Par ce concept exportable dans d'autres villes du pays et d'autres pays d'Afrique, les deux structures veulent aussi contribuer à la création d'un web africain. « L'Internet est important pour l'Afrique. Le défi de cette région aujourd'hui, c'est de créer son web et ses propres géants du web », a souligné Kriss Brochec Didier Sylvestre Mavouenze-la, président de la Chambre consulaire, a félicité et encouragé l'initiative. « Le défi d'au-



Kriss Brochec lors de la présentation de l'Africa digital academy/ crédit photo Adiac

l'économie numérique qui vont se tenir ce 24 novembre, dans sa salle de conférence sur le thème « Arrimer les PME au développement de l'économie numérique ».

Dans son exposé, Kriss Brochec a expliqué que l'Africa digital academy est un programme de formation intensive pour lutter contre la fracture numérique en Afrique et particulièrement au Congo. Cela, en accompagnant et en favorisant la production du contenu numérique local de qualité tels que les sites Internet, les applications mobiles, les blogs, les MOOC, les livres blancs, etc.

L'événement est destiné à former gratuitement des professionnels dans la création des sites Internet. Par lui, Congo web agency et l'Amid Congo en-

ce sont elles qui m'ont inspiré dans ce projet. Nous voulons donner l'image d'une femme congolaise dynamique qui va entraîner les autres. Après, nous aurons des éditions pour les artistes, opérateurs culturels et touristiques sur les outils numériques pour la formation, les techniques de recherches de l'emploi et autres ».

Pour la responsable de Congo Web agency, il est nécessaire de remédier au vide constaté au Congo en matière de contenu. Étant donné que depuis deux ans le Congo se positionne petit à petit en matière d'Internet. Et Il sera bientôt lancé dans le pays un plan de développement numérique. Congo Web agency et l'Amid Congo entendent contribuer, à travers l'Africa digital academy, à la mise en

jour d'hui est le numérique. C'est la nouvelle révolution. Mais, au Congo, nous ne nous rendons pas encore compte. C'est pour cela que nous avons fait du numérique un axe stratégique. Nous travaillons pour sensibiliser à cela. Cette activité est un prolongement de ce que nous faisons. Le numérique a plusieurs volets. Nous allons voir comment institutionnaliser les événements sur le numérique pour rattraper le retard que nous avons en la matière », a-t-il indiqué.

La formation des entrepreneuses sera clôturée par une cérémonie de certification qui aura lieu le 2 décembre. La même formation sera organisée à Brazzaville, en partenariat avec l'ACNIC en mars 2018.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

## SPORTS DE TRAVAIL

## Les premiers Jeux africains se tiendront à Dakar

L'information a été donnée par Robert Jean Raphaël Massamba-Débat, président de la Fédération congolaise du sport de travail (FCST), au cours d'une rencontre tenue, le 24 novembre, au Centre national de formation de football, avec les entreprises partenaires sous tutelle.

Le président de la FCST a informé ses interlocuteurs que la candidature du Sénégal a été approuvée par l'Organisation africaine du sport travailliste et amateur (Osta). « Les premiers jeux africains des travailleurs vont se dérouler en 2018, au Sénégal. Nous avons caressé le rêve de voir que le Congo soit, une fois de plus, pionnier de cette compétition. On a organisé les premiers Jeux africains en 1965, on avait aussi envie d'organiser les premiers Jeux du sport de travail, mais le choix a été porté sur le Sénégal », a expliqué Robert Jean Raphaël Massamba-Débat.

Dans sa communication qui s'inscrivait dans le cadre des préparatifs de l'assemblée générale de la Ligue de Brazzaville, le président de la FCST a fait une rétrospective des activités menées par sa fédération depuis sa création, en 2002, jusqu'à ce jour. Il s'est dit satisfait de la dimension que sa structure a prise au niveau international, grâce notamment à l'organisation réussie de la marche du 1er mai. Cette réussite donnera à Brazzaville le

privilege d'accueillir le président de l'Osta, pour le lancement de la saison 2018. Le Congo sera une fois de plus honoré par la réunion extraordinaire du comité exécutif de cette organisation africaine qui se tiendra à Brazzaville.



Robert Jean Raphaël Massamba-Débat s'adressant aux entreprises/Adiac

À propos de l'assemblée générale élective à la Ligue de Brazzaville du Sport de travail, qui pourrait se tenir le 15 décembre, Jean Raphaël Massamba-Débat a indiqué que la commission ad hoc mise en place prépare les décisions y relatives. Il a, toutefois, souhaité que la base élargie soit plus ouverte et motivée pour installer un bureau de la ligue capable de répondre aux exigences de la fédération au cours de cette olympiade 2017-2020. « Nous devons

faire preuve d'une très bonne organisation, d'une crédibilité de ce que nous faisons. La nouvelle politique de la fédération consiste à impliquer les entreprises dans la sphère des décisions », a précisé M. Massamba-Débat. Selon lui, la qualité des

animateurs des ligues permettra au Congo de gagner encore plus de galons au niveau continental. En rappel, le président de la FCST, en sa qualité de premier vice-président de l'Osta, a aussi la responsabilité de diriger la zone Osta-Afrique centrale (zone 4), en vue de raviver les activités dans les pays concernés, à savoir le Gabon; le Cameroun; la République centrafricaine; la République démocratique du Congo; le Congo; le Rwanda ...

James Golden Elou

## CAN 2019

## Le nouveau programme des Diables rouges

L'équipe nationale du Congo recevra, le 7 septembre 2018, celle du Zimbabwe dans le cadre de la 2e journée des éliminatoires de la compétition qu'abritera, dans deux ans, le Cameroun.

Le match qui devrait se disputer au mois de mars a été reporté, par décision du Comité exécutif de la Confédération africaine de football, lors de sa session du 16 novembre à Rabat, au Maroc. Au cours de cette séance, tout le calendrier des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de 2019 a été amen-

(Fifa), Russie 2018, de profiter de la période Fifa du mois de mars pour mieux préparer cet événement.

Le Congo jouera contre le Zimbabwe, le 7 septembre 2018, puis recevra le Liberia dans le cadre de la 3e journée, le 10 octobre. Les Diables rouges se déplaceront le 13 octobre pour affronter, une fois de plus, l'équipe du Liberia à Monrovia. Le 16 novembre 2018, ils recevront les Léopards de la République démocratique du Congo, dans le cadre de la 5e journée. Les Diables rouges termineront ces éliminatoires le 22 mars 2019, à Ha-



Delarge Dzon et ses coéquipiers doivent montrer un autre visage en septembre 2018

dé en vue de permettre à l'Egypte, au Maroc, au Nigeria, au Sénégal et à la Tunisie, les cinq sélections africaines qualifiées pour la Coupe du monde de la Fédération internationale de football association

rare, contre les Zimbabwéens. Sébastien Migné a donc tout le temps pour bâtir sa sélection à la taille des ambitions : qualifier le Congo à la phase finale de la CAN au Cameroun en 2019.

J.G.E.

## RÉFLEXION

## Que peut-il sortir du Sommet d'Abidjan ?

L'on ne saurait dire honnêtement que les sommets ayant réuni ces dernières années les plus hautes autorités des pays membres de l'Union africaine et de l'Union européenne ont resserré de façon significative les liens qui unissent les deux continents. Plus marquées par la parole que par l'action, ces réunions n'ont guère permis jusqu'à présent de mettre sur pied la coopération véritable que justifient la proximité géographique, la longue histoire commune et la parenté culturelle des quelques quatre-vingt nations qui les composent.

Il se trouve cependant que le Sommet qui se tiendra mercredi et jeudi à Abidjan, la capitale de la Côte d'Ivoire, pourrait déjouer le pronostic pessimiste posé par la majorité des observateurs de la scène diplomatique dans les deux camps et qu'au final surgissent de cette nouvelle rencontre des avancées significatives dans le domaine de la coopération. Trois événements se combinent, en effet, pour inciter les chefs d'Etat et de gouvernement africains et européens à revoir rapidement leur copie pour s'entendre sur l'essentiel qui est la sécurité respective des deux groupes de nations.

° Le premier de ces événements est la montée continue du terrorisme en Afrique et en

Europe. Générée par un extrémisme religieux qui surfe lui-même sur le sous-développement, déplacée vers l'Afrique en raison de l'effondrement des Califats et autres Etats islamiques qui se sont installés au Proche et au Moyen-Orient à la faveur des guerres d'Irak et de Syrie, favorisée par l'implosion de la Libye et la déstabilisation de la zone sahélo-saharienne qui en a résulté, cette montée fait désormais planer sur les nations du Nord comme sur les nations du Sud une menace que seule pourra conjurer une entente réelle entre l'Afrique et l'Europe.

° Le deuxième de ces événements est la prise de conscience par les nations riches de l'hémisphère nord du fait que fermer les yeux sur la réalité du terrorisme, sur ses racines, sur ses moyens ne peut avoir comme conséquence, à terme rapproché, que d'aggraver le mal au lieu de le guérir. Pour combattre l'extrémisme sous toutes ses formes qui surfe sur la pauvreté et sur l'ignorance, il n'est pas d'autre politique envisageable que celle du développement durable, de l'émergence économique, de la paix sociale et de l'éducation. Autant de progrès que seule la mise en place d'une coopération équilibrée permettra d'obtenir.

° Le troisième de ces événements est la venue au pouvoir d'une génération d'hommes et

de femmes qui a une vision claire des défis du temps présent et qui, de ce fait, est consciente de l'importance que revêt désormais l'établissement entre l'Afrique et l'Europe d'un partenariat fondé non plus sur la domination mais sur l'échange. Sur ce nouveau terrain, l'on peut être certain que le nouveau président français, Emmanuel Macron, se montrera très actif, très entreprenant, très inventif même durant son premier quinquennat car il est intimement convaincu de la nécessité de donner un nouvel élan à la coopération Nord-Sud.

Ajoutons à ce qui précède que la réapparition de l'esclavage, pas seulement en Libye comme le soulignent nombre d'observateurs de la scène africaine, réveille de terribles souvenirs dans les deux groupes de nations qui débattront cette semaine à Abidjan. Et ce rappel brutal du passé tragique qui lie les deux continents depuis plus de cinq siècles pourrait bien amener leurs dirigeants à tenter d'écrire une nouvelle page de cette Histoire commune.

Si l'on y réfléchit bien, le prochain Sommet Afrique-Europe offre une belle occasion de refonder la relation entre les deux continents. Voyons si cette occasion sera saisie, comment et par qui !

Jean-Paul Pigasse